Vendredi

8 mars 1995 n° 240 10 F

L'HEBDOMADAIRE DES SOCIALISTES

ÉDITORIAL

Face à la cacophonie passablement ridicule qui tient lieu de discours à une droite qui s'entredéchire à belles dents, les militants socialistes ont un devoir d'excellence. Ils ont déjà fait preuve de leur maturité en étant capables de choisir démocratiquement leur candidat à l'élection présidentielle. Mais cela ne suffit pas. L'esprit de notre congrès de la Mutualité doit se perpétuer tout au long des prochains mois. Il faut que le parti, par sa mobilisation, par son énergie, continue de démontrer que la gauche est résolue à faire de cette campagne électorale le vrai débat politique que la droite refuse. Un scrutin essentiel pour notre pays ne peut pas se résumer à la conclusion d'une querelle de ménage dans l'arrière boutique du RPR pour départager un vieux couple conservateur qui s'use depuis 30 ans.

Il nous faudra avec efficacité et enthousiasme diffuser les thèmes de campagne de notre candidat, promouvoir les idées que nous défendons avec lui, populariser les propositions qui constituent le projet qu'il présente dans ce premier numéro de la nouvelle formule de Vendredi. En un mot, lui apporter le soutien, le poids, la force d'une grande organisation partisane à un moment où, loin d'être des handicaps, les grands partis politiques sont le seul berceau des candidatures crédibles.

Pour être authentique, pour être sincère, pour être nous-mêmes, en parfaite concertation avec l'équipe de campagne, notre démarche doit combiner le combat pour la victoire de Lionel Jospin avec l'affirmation de notre parti, afin de faire vivre les valeurs de générosité et de progrès qui sont les nôtres. Tous ensemble, nous devons marcher vers la victoire et conduire le socialisme vers le tournant de ce siècle dans un monde difficile, souvent cruel, où le combat pour la justice sociale devient plus que jamais nécessaire.

Jean Emmanuelli



TOUS ENSEMBLE

"Je crois en la volonté des Françaises et des Français de prendre leur destin en main, en leur désir d'une société plus juste et plus dynamique, et je constate qu'ils savent se mobiliser pour défendre dans les quartiers, les entreprises, les écoles, leurs droits et leur avenir" lire page 8 et 9

LE CLAIR ET L'OBSCUR

Poussant son souci de la discrétion et du bon goût à l'extrême, Edouard Balladur décidera-t-il jusqu'au bout de ne pas importuner les Français en divulguant la réalité de son patrimoine ? Le billet de Jean Glavany. Lire page 2

SALAIRES A LA BAISSE

Entre les candidats conservateurs, un seul consensus, une seule idée commune : favoriser le libéralisme économique au détriment des salariés. Lire pages 4 et 5

MEXIQUE

Le peso s'effondre. Le Chiapas se soulève. C'est tout le Mexique qui hésite entre les erreurs du passé et les promesses d'une démocratie balbutiante. Reportage. Lire page 6

JEAN FERRAT L'IRREDUCTIBLE

Homme de gauche, homme de conviction, il chante Aragon, Chagall et Neruda, sans rien renier de ses engagements, de ses passions, de ses colères.

Entretien. Lire page 10

ISSN 0995-0583

Fondation Jean-Jaurès

le clair et l'obscur

Avec humour et spontanéité, le candidat Lionel Jospin a rendu public son patrimoine. Rentrée symbolique dans une (rase) campagne électorale frelatée, et démonstration probante du "on ne fait pas fortune en politique".
Loin du candidat socialiste l'idée d'envenimer la polémique sur les récentes affaires qui touchent gouvernants et amis entrepeneurs de la majorité, mais volonté de rappeler à une opinion désabusée les rapports -originels- du socialisme et de l'argent. Son leit-motiv de campagne, "c'est clair", ne parle pas seulement de transparence mais aussi de justice, d'égalité, de fraternité. Avec simplicité, Lionel jospin nous a parlé du vrai "petit bonheur".
Le statut d'un Président de la république -ou d'un candidat à la présidence- impose logiquement qu'il soit le premier honnête homme. François Mitterrand fut du reste le seul président de la Ve République à publier son patrimoine. En 1987, bien avant les premières lois sur les financements des partis politiques, dont il sera l'initiateur, le chef de l'Etat propose déjà le contrôle officiel du patrimoine des élus "d'un certain rang".
Certains parleront à l'époque, cherchant à garantir leurs privilèges, de voyeurisme, d'atteinte à la liberté individuelle, des dangers de la délation...
Ceux-là, toujours les mêmes, ont trahi aujourd'hui un esprit démocratique et républicain qu'ils prétendaient défendre. Et consterné une opinion qu'ils cherchent toujours à séduire. La commission pour la transparence financière de la vie politique a récemment accusé des élus de tenir un double langage sur leur patrimoine en fournissant des informations approximatives. Oublis malheureux, héritages soudains, revenus d'épargne sont invoqués pour justifier une croissance sensible de l'évolution du patrimoine. Cette année, la commission a notamment examiné les déclarations de Messieurs Carignon, Longuet et Roussin, ministres démissionnaires ou démissionnés du gouvernement Balladur. Ce dernier assurait encore il y a quelques jours qu'il "publierait volontiers" son patrimoine. Candidat et Premier ministre, le chef du gouvernement aurait deux bonnes raisons de passer à l'acte.
Mais faisons confiance à Nicolas Sarkozy, son porte-parole, qui, pour protéger son récent mentor déclare "qu'il ne fallait pas confondre transparence et exhibition".
La fâcheuse discrétion du Premier ministre est pourtant vaine. Une campagne électorale a le premier avantage de faire tomber les masques. En descendant dans la rue, Monsieur Balladur a découvert le peuple et le peuple a découvert Monsieur Balladur. Mais ce qui est bon pour le peuple est-il bon pour le candidat ?
Une société sans règles ne peut exister.
Une morale politique sans transparence ne peut exister.
George Sand ne présageait-elle pas "qu'un parti qui rompt avec la morale ne vivra jamais en France" ?
La droite survivra-t-elle à l'enrichissement personnel de ses responsables politiques, et au silence équivoque quant à leur patrimoine, de Jacques et Edouard les deux frères ennemis présidentiables ?

Jean Glavany

UNE LUMINEU

Le 2 mars a débuté, à Saint Brieuc, en marge des dossiers Sagès et Bretagne-Loire Equipement, le procès de l'affaire dite URBA dans la Sarthe. Les débats devraient durer trois semaines et le délibéré intervenir quelques jours avant le premier tour de l'élection présidentielle. Une raison supplémentaire de s'interroger sur l'arrivée opportune de cette procédure judiciaire dans le calendrier politique.



Fallait-il vraiment que la chancellerie organise ce procès de Saint-Brieuc en plein milieu de la campagne présidentielle pour connaître la réalité du financement des partis politiques dans les années quatre-vingt ? Fallait-il mobiliser 250 CRS battant la semelle et des dizaines de policiers transis pour entendre des élus du peuple répéter à la barre ce qu'ils avaient déjà dit à la tribune de l'Assemblée nationale ? Fallait-il, au mépris des justiciables bretons, renvoyer aux calendes grecques toutes les affaires pendantes devant le tribunal des Côtes d'Armor pour décrire à nouveau des faits anciens qui, par de multiples interviews, dans d'innombrables articles de presse, n'avaient jamais été cachés au grand public ? Fallait-il consacrer plusieurs millions de francs, un "pactole inespéré" comme le reconnaissait avec ingénuité un magistrat briochin, pour -médias obligent !- rénover de fond en comble un palais de justice qui n'en attendait pas tant dans une région où, le chômage produisant ses ravages, cet argent aurait trouvé sans peine à être mieux utilisé ? Fallait-il traîner Gérard Monate, grand résistant, grand policier et grand syndicaliste, et quelques uns des salariés d'URBA au banc d'infamie pour découvrir ce qu'était l'activité de cette société connue de tous, inscrite au registre du commerce et ayant pignon sur rue, avant que les socialistes, en votant deux lois courageuses, en 1990 et en 1993, posant les principes d'un financement public de la vie politique, n'obligent cette structure à se dissoudre immédiatement ? Fallait-il accréditer deux ou trois cents journalistes rameutés, avec force communiqués de presse, par le tribunal lui-même pour offrir des micros à un Gaudino épaulé par des avocats du RPR et sanglé dans un imperméable d'un bleu bien désagréable pour les Français qui ont connu l'occupation ? Fallait-il, au premier jour de l'audience, laisser M. Pasqua, fidèle à ses méthodes, prétendre lutter contre un "terrorisme" que nul ne craignait et donner bonne conscience au Gouvernement en installant des portiques de détection et en arrachant les poubelles d'un invraisemblable périmètre de sécurité, pour

Fallait-il consacrer plusieurs millions à rénover de fond en comble un palais de justice dans une région où, le chômage sévissant, cet argent aurait trouvé sans peine à être mieux utilisé ?

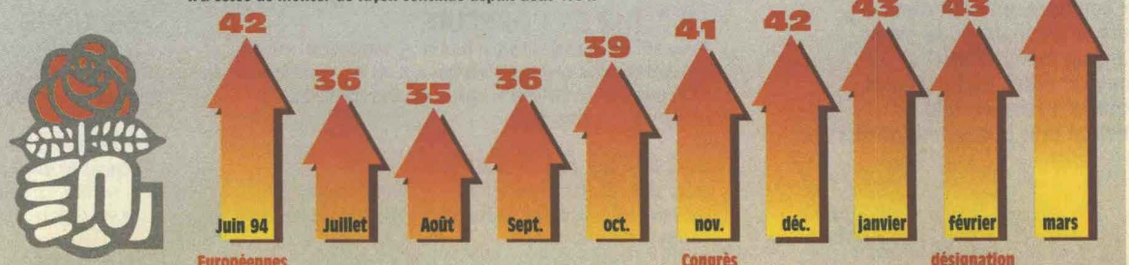
© Fondation Jean Jaurès

Vendredi - 10, rue de Solferino - 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 45 56 78 61 - Fax : 45 51 47 03 - Télex : 200 174
Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56

Directeur de la Publication : Jean Glavany • Directeur délégué de la Publication : Marc-Antoine Jamet - Responsable de la Rédaction : Monique Bartholomeus (77.92) - Photo : Pascal Lebrun (78.53) - Secrétariat : Odile Fée (78.61), Binh Vu Trong (78.53) - Maquette : Christine Lovinger (78.92) Abonnements : Sabine Sebah (78-56) - Publicité : J.J. Castebois, Franck Accart (79 03) - Photogravure : Dawant - Paris - Impression : PGE - (94) Saint-Mandé – Routage : Ouest-routage - (60) Le Meux - N° commission paritaire : 10.889 – "Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2 000 - Crédit photo : P. Lebrun, Sipa-Press (p.6). Ce numéro a été tiré à 116 000 exemplaires.

Évolution de la cote de popularité du Parti socialiste depuis juin 1994

Après une chute de bonnes opinion au lendemain de l'élection européenne, la cote de popularité du Parti socialiste n'a cessé de monter de façon continue depuis août 1994.



Source : SOFRES

SE AFFAIRE



Il fallait faire oublier le poids des affaires qui se multiplient à droite et remontent, par le biais d'étranges salaires versés par GSI-Alcatel, jusqu'à Edouard Balladur.

mieux accuser ensuite le Parti socialiste et son premier secrétaire Henri Emmanuelli de turpitudes imaginaires ?

La démocratie a un coût

Probablement pas. Chacun sait que le dossier URBA n'est, en fait, que le révélateur des balbutiements de la démocratie française et de l'incapacité à organiser clairement son fonctionnement matériel qui prévalaient avant que Michel Rocard et Pierre Bérégovoy n'en entreprennent la "moralisation". Certes, depuis 1958, selon la Constitution, "les partis politiques concourent à l'expression du suffrage". C'est toutefois un peu court. Comment le général De Gaulle payait-il ses campagnes, ses meetings et ses affiches ? Par son immense fortune personnelle ? Il n'en avait pas. Par les dons des militants ? Cela se serait su. Par l'aide spontanée de mécènes ? Tout le monde n'est pas Marcel Dassault. Par l'utilisation des fonds publics ? On n'ose le croire ! Non, comme Georges Pompidou ou Giscard, le fondateur de la Ve République, tout simplement, "se débrouillait" pour reprendre les termes mêmes de l'actuel Garde des Sceaux évoquant le financement du CDS. Dans ce système improvisé, URBA -à la différence d'un certain nombre d'officines- voulait proposer des prestations réelles aux entreprises, tenait une comptabilité transparente, avait une autonomie totale de gestion, intervenait au grand jour et utilisait ses bénéfices, non pas pour verser de l'argent au Parti socialiste, mais pour prendre directement en charge certains des équipements, des publications, des collaborateurs nécessaires à sa vie militante. Ainsi était évitée toute circulation d'argent et la droite pouvait garder le douteux monopole de ces valises qui, passant de main en main, s'allégeaient au gré des malhonnêtetés. Rien d'étonnant, dès lors, à ce qu'il n'y ait dans cette affaire aucune ombre d'enrichissement personnel. Pas la moindre piscine comme à Fréjus chez le pauvre M. Léotard, pas la moindre maison tropézienne comme chez l'honorable M. Longuet, pas le moindre appartement parisien comme pour l'estimable M. Carignon, pas le moindre salaire comme pour l'impécunieux M. Mouillot et pas la moindre tentative de corruption de vedettes de l'audiovisuel comme pour le négligeant M. Noir. Rien d'étonnant non plus à ce que dans un dossier où l'on convoque ès qualité l'ancien trésorier du PS en tant que complice d'un hypothétique trafic d'influence (de 700 000 francs !) dans la Sarthe, une instruction, parfois rocambolesque, émaillée de faux et d'a priori, n'ait pas décelé le moindre trafic, voire la plus petite influence. Pourtant, si aucune charge n'ayant été retenue contre un seul entrepreneur, on n'en compte pas un parmi les prévenus, aucun fait n'ayant été retenu contre Henri Emmanuelli, on le renvoie néanmoins en correctionnelle au nom d'une théorie "intellectuelle" échafaudée par le juge Jean-Pierre, devenu depuis député européen grâce aux milliards de Jimmy Goldsmith, et par le conseiller Van Ruymbeck qui avait déjà démontré son souci de construire sa renommée en préinculpant par voie de presse l'ancien Président de l'Assemblée nationale à la veille du Congrès de Bordeaux !

L'honneur d'un homme

Pourquoi leur permettre de jouer avec l'honneur d'un homme, sa probité jamais mise en défaut, son esprit militant qui lui fit assumer, avec Pierre Mauroy et Lionel Jospin, des fonctions politiques au sein de la direction nationale du Parti socialiste et le conduisit au premier secrétariat ? La réponse est simple. Il fallait tenter de "polluer" la campagne de notre candidat, déstabiliser notre parti, détourner l'attention des propositions de la gauche. Il fallait aussi faire oublier le poids des affaires qui se multiplient à droite et remontent, par le biais d'étranges salaires versés par GSI-Alcatel, jusqu'à Edouard Balladur. En apportant à nouveau le témoignage de sa solidarité entière à Henri Emmanuelli, le bureau national du Parti socialiste a clairement montré l'inanité et la médiocrité d'une telle manœuvre. En se rendant avec dignité, le 2 mars dernier, accompagné de nombreux membres du secrétariat national, devant ses juges, le premier secrétaire a donné une preuve supplémentaire qu'il était homme à relever n'importe quel combat politique, fut-il le plus pervers ou le plus injuste à son égard.

Marc-Antoine Muret

LA DROITE au crible



EXPERT : Prenant à témoin samedi dernier les Comités de soutien à Balladur réunis à Paris, Charles Pasqua mit en garde son champion : "On n'est jamais élu, lui dit-il, en fonction des services rendus. On est élu en fonction de ceux qu'on peut rendre et du message dont on est porteur." Deux domaines dans lesquels le ministre de l'Intérieur a toujours su indiquer la ligne à suivre. Surtout lorsque ledit message est téléphonique. Et il n'est point besoin de remonter à l'époque du Service Action Civique pour savoir de quoi -ou à qui- l'on parle. Depuis quelques temps, s'adresser à Schuller fait aussi bien l'affaire...

INDÉCENT : C'est à se demander qui écrit les discours de Balladur. Car enfin quoi ! Que quelqu'un de son staff ait pris le risque de lui faire prononcer, devant ses Comités de soutien, les phrases qui vont suivre, montre à quel point l'on ne recule devant aucune énormité chez ces gens-là. Jugez : "J'ai exprimé les angoisses et les craintes de la jeunesse (...) Nous n'avons pas su préparer aux jeunes une société qui sache les accueillir." Franchement, faire pareille sortie un an après avoir proposé le CIP et un mois après avoir avancé le rapport Laurent sur les universités, est non seulement gonflé mais indécent. Voire inconséquent, ce qui est pire !



GRANDS MAUX : Depuis que les sondages l'ont propulsé en première ligne, Jacques Chirac n'hésite plus ; va pour les grands mots ! Ainsi, l'a-t-on entendu le week-end dernier évoquer l'avenir en des termes que même certains dont il se réclame n'auraient pas osé prononcer, si vous voyez ce que l'on veut dire. Bref, selon lui, "dans deux mois nous allons changer d'époque (...) et ce qui compte (...) c'est où l'on va, ce que l'on veut pour la France." Pile, poil. Ce qu'il veut pour la France, on ne le sait pas trop au juste. Nous, en revanche, on sait ce que l'on refuse : les grands maux. En un mot : la droite.

MENACES : s'exprimant devant les Comités de soutien à Balladur, Nicolas Sarkozy lâcha que "s'il y en avait qui voulaient vérifier (sa) certitude d'avoir fait le choix du meilleur candidat aujourd'hui et du meilleur président demain (...) (ils ne seraient) pas déçus du voyage". Evoquant le lendemain au "20 heures" de France 2 les états d'âme de Juppé après les réductions de budget de son ministère, Nicolas II, toujours très va-t-en-guerre, promit aux chiraquiens qu'il "faudra bien se retrouver". C'est sûr. Mais le plus tard possible et dans l'opposition...

P. L.

COFD — Le cadeau de Chirac aux riches

Chirac veut supprimer les droits de succession dans les transmissions d'entreprise. Idiot et injuste !

Jacques Chirac, dont chacun sait désormais qu'il se «bat pour redonner leurs places aux exclus», soutenait donc ceci l'autre jour à "l'Heure de vérité" sur France 2 : "Dans un pays où il y a en gros 50 000 successions par an, 80 000 emplois sont supprimés chaque année parce que les entreprises font faillite (...), les successeurs ne (pouvant) pas payer les impôts de successions." Partant de là, le maire de Paris a décidé de faire figurer dans sa plate-forme une mesure dite "d'urgence" : l'exonération de la fiscalité sur les successions d'entreprise. Ecoutée d'une oreille distraite, la proposition aurait peut-être pu faire illusion. Lue avec attention, elle est non seulement idiote mais surtout injuste car elles consisterait à faire un énorme cadeau aux contribuables les plus riches !

Oui, idiote car, selon une note de l'INSEE publiée en juillet 1994, douze à quinze mille emplois "seulement" -si l'on peut dire- ont disparu en 1993 à cause d'une succession. Idiote, encore, puisque selon le huitième rapport du Conseil des impôts relatif à l'imposition du capital (1986) il apparaît que "la crise ouverte par le décès du dirigeant ne saurait se réduire (aux) aspects fiscaux" relatifs à la transmission. Injuste enfin car, toujours selon l'INSEE, les plus grosses successions sont celles englobant les entreprises.

Pas fous, les patrons ont donc fait savoir, dans un sondage publié lundi dernier, que Chirac est le candidat qui "propose les idées les plus novatrices pour lutter contre le chômage." Pardi...

Patrick Lemoine

Le billet de **Vendredi**

Revoici "Vendredi", qui reparaît sous une nouvelle forme, après une trop longue interruption, pour soutenir la candidature de Lionel Jospin à l'élection présidentielle. C'était le mandat politique que nous avions reçu. Mission accomplie.
Mais nous avions un deuxième mandat, d'ordre financier, directement issu des difficultés que traverse notre parti : diviser notre budget par plus de deux. Nous nous y sommes engagés et nous tiendrons cet engagement. De là viennent un certain nombre de conséquences que vous constaterez vous-mêmes : pagination réduite de 32 à 16 pages, incorporation de «La Lettre de Vendredi» qui, du coup, sera reçue par tous les militants et pas seulement par les «responsables», papier de qualité inférieure. Et puis, hélas, la nécessité de nous séparer d'une rédaction autonome formée de journalistes salariés à plein temps.
A ceux qui nous quittent, et dont je comprends l'amertume, je voudrais dire nos remerciements pour le travail accompli depuis six ans et notre volonté de les aider, du mieux que nous pourrons, dans leur nouvelle vie professionnelle, et mon souhait que cette séparation se produise non seulement dans le strict respect du droit du travail -c'est la moindre des choses pour des socialistes !- mais aussi dans le respect des intérêts des militants et, j'ose le dire, un minimum de fraternité.
A ceux qui restent, je veux dire ma confiance et mes encouragements.

A vous tous, lecteurs de "Vendredi", je demande indulgence et aide.
Indulgence pour un journal qui reparaît dans la précipitation et dont la qualité doit s'améliorer de semaine en semaine.
Aide parce que "Vendredi" est votre journal. Alors aidez-le ! Trouvez des abonnements autour de vous, alimentez le courrier des lecteurs, créez des «Clubs de Vendredi».
Construisons l'avenir de notre journal tous ensemble.

Sac à terre

Dumping social et déréglementation du travail ne sont pas seulement des mots barbares pour les marins du Trans'Manche mais bien une réalité qui frise chaque jour un peu plus la barbarie.
Les mouvements de grève qui ont touché pendant deux semaines tous les ports, de Boulogne à Roscoff, n'ont pas eu le retentissement et les explications qu'ils méritaient.
L'histoire commence en Grande-Bretagne dans les année 80 sous le règne de Margaret Thatcher. Les gouvernements libéraux qui sévissent vont progressivement déréglementer le droit du travail en supprimant le salaire minimum, l'équivalent de notre Smic.
Immédiatement, les compagnies de ferries vont en profiter pour baisser les salaires de leur marins, poussées par la concurrence acharnée et la guerre des tarifs que se livrent entre elles les compagnies de part et d'autre de la Manche. Avec l'ouverture du tunnel, la concurrence atteint son paroxysme : on trouve des traversées à 29 F ! Qui dit mieux ?
Pour y parvenir, il faut baisser sans cesse les salaires. Alors, pas d'hésitation, on va chercher des marins aux Philippines, en Chine ou en Pologne, royalement payés au lance-pierre, c'est-à-dire entre 2 000 et 2 500 francs par mois.
Les marins anglais restent de plus en plus "sac à terre". Quant aux Français, déjà échaudés par le sort de la marine marchande qui s'est débarrassée du droit du travail français et du Smic en substituant les pavillons de complaisance et celui des Kergelen au pavillon tricolore, ils ont décidé de réagir. Mouvements de grève, blocage des ports, ils savent que leur avenir réside dans leur capacité à empêcher le dumping social.
Ils demandent un code de bonne conduite, dans lequel on retrouve salaire minimum, limitation horaire, congés payés... Bref, des revendications qui méritent notre soutien mais aussi des interrogations plus profondes.
Car la preuve est faite que la "désinflation compétitive" et son corollaire qui voudrait que la baisse des salaires soit la condition nécessaire à la sauvegarde des emplois, est une théorie pour le moins contre-performante. Non seulement le travail ne nourrit plus son homme mais il n'y a même pas sauvegarde des emplois...

Isabelle Thomas

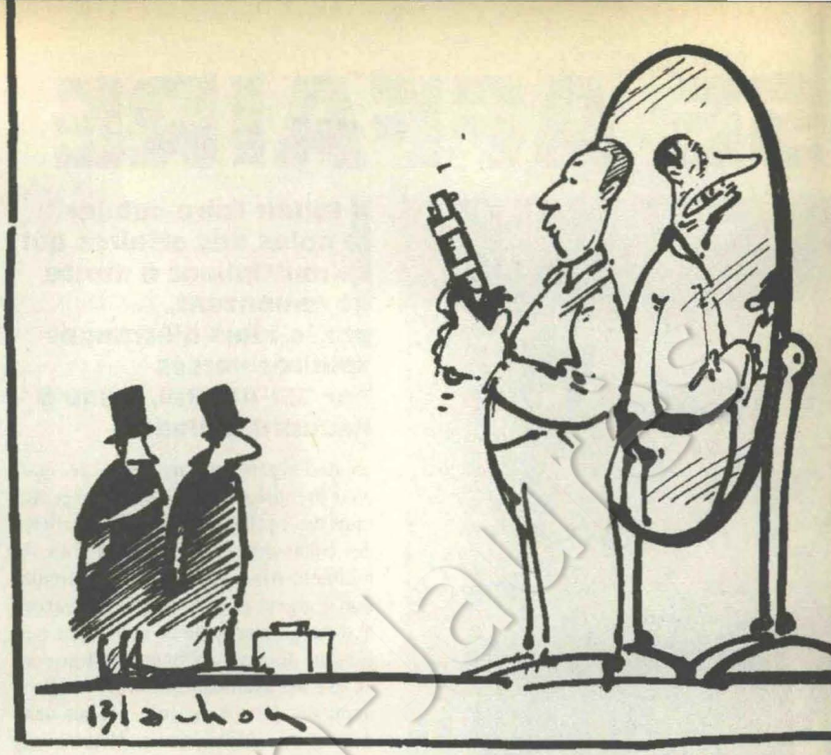
ÉCO SOCIAL

ROUSSEL-UCLAF : UN ACCORD BIEN INTÉRESSANT

La direction de Roussel-Uclaf (4 850 salariés) a signé avec les syndicats un accord qui prévoit une réduction du temps de travail de 38 à 35 heures pour les volontaires, selon des modalités variables, avec une rémunération à 96% d'un temps plein ; la compensation du temps non travaillé par des embauches externes (CDI) ; 2% d'augmentation de la masse salariale pour les augmentations générales et 2% pour les augmentations individuelles ; l'accueil de 100 jeunes en formation alternée.

L'EXEMPLE ALLEMAND

Les 3 600 000 métallurgistes allemands ont été les pionniers de la réduction du temps de travail. Avec leur syndicat IG Metall, ils mènent l'action en Bavière pour 6% d'augmentation des salaires. Le patronat voudrait qu'ils renoncent au passage de 36 à 35 heures hebdomadaires prévu en octobre prochain. Malgré l'âpre résistance du patronat, leur lutte imposera-t-elle un compromis favorable aux travailleurs, combinant les salaires et la réduction du temps de travail ?



SALAIRES : CHOISIR LE BON BULLETIN

Signe d'un changement de climat social et politique, l'un des principaux débats de la campagne présidentielle porte sur les salaires.

Le chômage demeure la première préoccupation de l'opinion mais il ne culpabilise plus les salariés. D'après un sondage CSA publié par *La Tribune* (20 février), 61% d'entre eux sont insatisfaits de leur fiche de paye, 54% considèrent qu'il faut «renforcer la reprise en augmentant les salaires» et 51% se déclarent prêts à participer à des mouvements revendicatifs.
Confrontées en ce début d'année à un nombre élevé de conflits, y compris dans les PME, les directions ont accordé des augmentations sensiblement supérieures à celles de l'an passé, souvent bien au delà de l'inflation prévue.
Les salariés observeront de près l'issue du conflit de la métallurgie allemande. Mais aussi les propositions des divers candidats à l'élection présidentielle.
A droite, Edouard Balladur décline imperturbablement le credo libéral : la baisse des charges sociales des entreprises. Mais une partie du patronat commence à douter. Jacques Chirac tente de se démarquer en dénonçant «le détournement des gains de productivité au détriment des salariés», mais il s'en tient au programme RPR-UDF de 1993 : augmenter les salaires directs en... fiscalisant les charges. Les intéressés apprécieront la nuance.
Pour regagner la confiance de la partie du monde du travail qui a fourni les gros bataillons de l'abstention en 1993, la gauche dispose de quelques arguments. Lionel Jospin préconise clairement une augmentation des salaires pour consolider la relance, dans des limites raisonnables définies par une négociation Etat-partenaires sociaux.

Une nouvelle marge de manœuvre

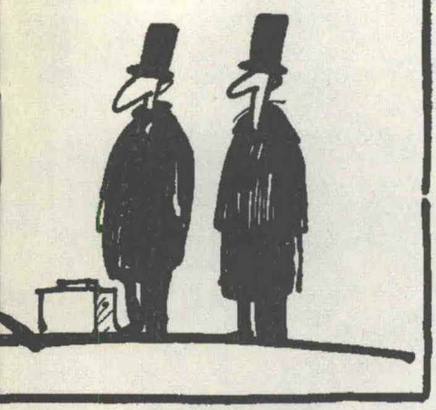
Les indicateurs économiques sont éloquents. Le commerce extérieur, les profits, la production de biens manufacturés sont à la hausse. Mais les salaires et le pouvoir d'achat continuent de stagner, entraînant une baisse de la consommation des ménages qui freine la reprise.
Une accélération de la relance par la consommation interviendrait dans des conditions très différentes de celles de 1981, alors que l'appareil productif français était délabré et la conjoncture internationale à la récession. La gauche a modernisé cet appareil, maîtrisé l'inflation, et les marges des entreprises se sont rétablies, au point que le partage de la valeur ajoutée entre les entreprises et les salariés est devenu fortement inégal.
Il existe donc une nouvelle marge de manœuvre qui offre une chance à la gauche : celle de conduire une politique qui réponde à la fois aux aspirations des salariés et aux besoins conjoncturels de l'économie.

Serge Briand

Archives Fondation Jaurès

ENTRETIEN AVEC JACQUES MAIRÉ, SECRÉTAIRE DE L'UNION DÉPARTEMENTALE FO DE PARIS

"Il est absurde d'opposer les emplois et les salaires"



VENDREDI : Y a-t-il une correspondance entre l'insatisfaction en matière de salaires, telle qu'elle apparaît dans les enquêtes d'opinion, et les mouvements revendicatifs actuels ?

JACQUES MAIRÉ : Ce n'est pas un raz de marée, mais il y a un mouvement incontestable. Un certain nombre de conflits récents ou potentiels concernent les salaires, dans le secteur industriel (métallurgie...) comme dans le tertiaire (banques...). Les conflits localisés, qui n'ont pas forcément comme point de départ une revendication salariale, incluent toujours ce volet dans les négociations. Et des accords d'entreprise sont signés à des niveaux qui peuvent paraître étonnants : au delà de 3, 4, voire 5% d'augmentations.

Il y a chez les salariés une prise de conscience plus nette de la distorsion entre l'évolution des revenus salariaux et non salariaux. Le pouvoir d'achat, notamment pour les bas salaires, a régressé. Dans la majorité des petites et moyennes entreprises où travaillent 55% des salariés, il n'y a tout simplement pas eu d'augmentations de salaires depuis un ou deux ans... Le Smic n'a évolué cette année que dans le cadre minimum légal, sans «coup de pouce». Tout cela pèse très lourd sur les familles modestes.

Peut-on concilier revendication salariale et réduction du temps de travail ?

J.M. : Il est absurde d'opposer l'emploi et les salaires. Si la modération salariale avait des effets directs sur l'emploi, la démonstration serait faite depuis dix ans. Les mesures de traitement social du chômage, qui s'ajoutent les unes aux autres (exonérations, temps partiel imposé, CES, etc.), ont fabriqué un salariat marginalisé, très mal payé, sans pour autant résoudre le problème de l'emploi. Sans être irresponsable, on peut penser qu'une amélioration de la demande intérieure serait bénéfique pour l'économie.

Le problème de la durée du travail est d'une autre nature. Depuis des années, on a enregistré des gains de productivité considérables dont les bénéfices sont allés unilatéralement aux entreprises, qui de surcroît n'ont pas réinvesti. Aujourd'hui, il faut regarder la question autrement. Le problème de la réduction et de l'aménagement de la durée du travail ne se pose pas en termes d'échange entre les revenus et la durée du travail. Il est possible de réduire la durée du travail, mais cela doit faire l'objet de dispositions diversifiées et progressives.

La rencontre du 28 février entre le CNPF et les syndicats, centrée sur la lutte contre le chômage, a relancé le dialogue social. Mais la question salariale n'est-elle pas mise sous le boisseau ?

J.M. : Une des raisons de cette relance du dialogue, c'est de sortir du dirigisme social, de rendre une marge de manœuvre aux partenaires. On verra quelles seront les propositions du groupe paritaire. Le CNPF n'a pas très envie de s'engager sur la question salariale... Mais son autorité dans ce domaine est limitée. La négociation salariale est permanente dans les entreprises et n'a pas besoin de directives patronales. Par contre, dans les branches professionnelles, elles restent nécessaires pour les minima dans le cadre des conventions collectives.

Propos recueillis par S.B.

ZOOM

- Salaire moyen net : baisse de 1% en 1993
- Nombre de salariés au Smic : 3,1 millions sur 20 millions de salariés;
- Nombre d'emplois non qualifiés : 4,1 millions.
- 7,5 millions de personnes disposent de moins de 8 000 F par mois.
- 950 000 bénéficiaires du RMI en 1994 (+25% en un an).
- 12% des actifs perçoivent moins de 60% du Smic.

LE PROGRAMME COMMUN BALLADUR-CHIRAC

Deux visages pour une droite

La campagne s'est brutalement accélérée pour les deux "amis de trente ans" qui, outre leurs petites phrases assassines, en viennent maintenant à des batailles de chiffres. Mais ce déballage d'arguments économiques ne trompe personne : au-delà des différences de style, voire de méthodes, MM. Balladur et Chirac sont beaucoup plus proches dans leurs analyses et leurs propositions qu'ils veulent le faire croire aux Français.

D'ailleurs, comment s'en étonner ? Voilà deux hommes qui sont issus de la même formation politique. Qui ont participé au même gouvernement, de 1986 à 1988, et dont l'un n'a eu de cesse de voter les lois que l'autre soumettait au Parlement depuis 1993.

De fait, les programmes économiques d'Edouard Balladur et de Jacques Chirac témoignent tous deux d'une approche libérale de l'économie.

Pour Balladur, le coût du travail est le frein principal à la création d'emplois ; pour Chirac, les charges qui pèsent sur les entreprises sont plus lourdes qu'ailleurs : les deux acolytes font donc de la réduction du coût du travail le principal moyen (pour ne pas dire le seul), de réduire le chômage.

Pour Chirac, l'Etat dépense trop et la maîtrise des dépenses publiques constitue le point de passage obligé pour l'économie. Pour Balladur, il faut remettre l'Etat à sa place, en mettant fin notamment à nombre de ses "dotations publiques".

Enfin, pour les deux candidats de l'actuelle majorité, il faut poursuivre la politique des privatisations, la seule divergence qui les oppose portant sur l'affectation des recettes ainsi obtenues.

Pour lui souffler toutes ces bonnes idées, M. Chirac a, derrière lui, Alain Madelin, débiteur intarissable de mesures ultralibérales. Quant à M. Balladur, il n'a besoin de personne. Dans son "Dictionnaire de la réforme", ne rangeait-il pas dans la catégorie des réformes qui ont réussi, celles de "Mme Thatcher qui durant les années 80 redonna vie à l'économie anglaise" ? Or cette analyse foncièrement libérale (et erronée) de l'économie française se traduit par des propositions communes !

Pour lutter contre le chômage, MM. Balladur et Chirac proposent tous les deux un nouvel allègement des charges et des cotisations patronales. Le premier par une réduction de 4.000 F par an des cotisations d'assurance-maladie, le second à travers son "contrat initiative-emploi".

De plus, entre les deux hommes, c'est à qui lancera la réforme fiscale la plus avantageuse pour la clientèle traditionnelle de la droite : paysans, commerçants, épargnants et chefs d'entreprises. Il est ainsi prévu dans leur programme une réduction de l'impôt sur le revenu (et pourquoi pas sa suppression pure et simple comme le proposent certains ?), le refus dogmatique de toute taxation des revenus du patrimoine et de l'épargne. Sans parler de leur réduction des droits de

Chirac veut-il faire "plus social" que l'autre ? Balladur le rattrape avec "soyez unis, faites la paix sociale..."

succession. Quand M. Balladur propose une baisse de l'impôt sur les petites successions de 500 000 F, M. Chirac renchérit généreusement en faveur des héritiers d'entreprises.

Pour la réforme de la protection sociale, nos deux compères s'accordent à introduire dans le régime de retraites le système dit des fonds de pensions, c'est-à-dire la capitalisation, afin de compléter leur réforme de 1993.

Mieux, en guise de régime hospitalier, ces braves gens préconisent en chœur la réduction des dépenses de santé (le remboursement abaissé pour certains médicaments en était déjà une), la fermeture de lits d'hôpitaux, alors même que les professions de santé sont exemptées de tout effort supplémentaire.

La liste de ces mesures communes n'est pas exhaustive. Gageons qu'elle s'allongera dans les prochains jours. Chirac veut-il faire "plus social" que l'autre ? Balladur le rattrape avec les mêmes formules creuses : "Soyez unis, faites la paix sociale..."

Malgré ses contorsions, Chirac ne parvient pas à décoller du programme économique de son ex-ami Edouard. Avec leur tête de Janus politique, les frères ennemis n'ont bien qu'un seul et même programme, évident sous leur masque à deux visages.

Frédéric Depetris

collection Archive

LA DÉMOCRATIE AUX FOR

Entre la dictature d'un parti fraudeur depuis soixante-cinq ans et une démocratie balbutiante, le Mexique nage dans l'incertitude, les révoltes armées, l'assassinat politique, les manifs de rue et les krachs boursiers.

Feuilleter l'agenda mexicain des dernières semaines donne le tournis. Le 28 février le nouveau président Ernesto Zedillo polémiquait avec son prédécesseur, Carlos Salinas. Le procureur général arrêtait le même jour Raul Salinas, frère de Carlos impliqué dans un assassinat politique. Le 23, le chef de l'Etat proposait d'amnistier les révolutionnaires zapatistes qui défient l'autorité depuis treize mois. Alors que le 9, il avait déclaré hors la loi les zapatistes et lancé l'armée à l'assaut de leur réduit du Chiapas. La troupe investissant le quartier général du sous-commandant Marcos et brûlant la bibliothèque constituée par la guérilla. Le 17, Zedillo avait signé avec les partis d'opposition un accord pour démocratiser le pays. La base du PRI avait alors pris la rue dans plusieurs provinces.

Le Mexique, ont justement conclu les journaux, est en crise. Pour les uns le pouvoir s'accroche et refuse toute ouverture. Pour les autres c'est la faute à l'opposition qui met de l'huile sur le feu. Pourtant le Mexique n'est pas une dictature en difficulté. Et ce n'est pas une démocratie en crise de croissance. Le Mexique est à la fois l'une et l'autre. Le PRI, parti majoritaire, est au pouvoir depuis 1929. Les électeurs sont convoqués tous les six ans. Et tous les six ans le PRI et ses candidats «raflent la mise». La raison sociale du PRI explique bien des choses. Le PRI, c'est le «parti de la révolution institutionnelle». La fraude est un exercice institutionnel, une sorte de sport national, soigneusement répertorié par l'université. Mais il y a de vraies campagnes électorales, avec des formations et une presse d'opposition. Les conservateurs du PAN et les progressistes du PRD défendent avec vigueur leur programme et dénoncent la fraude.

Le Mexique n'est pas une dictature en difficulté. Et ce n'est pas une démocratie en crise de croissance. Le Mexique est à la fois l'une et l'autre.

Jusqu'en 1988, les Mexicains ont dû se contenter de cette démocratie au rabais. Le PRI tenait bien sa maison à la satisfaction des Etats-Unis voisins. Moscou, La Havane et leurs amis calmaient les ardeurs de leurs relais mexicains. Mexico apportait un précieux soutien aux causes tiersmondistes. La dette des années 80, les bouleversements internationaux plus récents ont ébranlé le système PRI. Partisans des libertés et «dinosaures» conservateurs ont plongé le pays dans l'incertitude... et les paradoxes. Le crime politique, la rébellion armée, les manifestations pressantes d'une opposition frustrée, ont accompagné fraude... et réformes.

"Réglement de comptes à OK Corral"

Le parti officiel a tenté de s'adapter aux vents nouveaux. Vainqueur contesté en 1988, le président Salinas a ouvert la boîte à réforme. Le PRI, pensait-il, pouvait gagner à la loyale pourvu qu'il sache séduire et négocier. Le pari n'a manifestement pas convaincu tous ses amis. Les privatisations et une première réforme électorale ont bousculé des intérêts établis. La normalisation des rapports avec le Vatican est restée sur l'estomac d'un parti viscéralement laïque. L'archevêque de Guadalajarra a été assassiné le 24 mai 1993. Luis Donaldo Colosio, candidat du PRI aux élections d'août 1994, qui avait promis une grande réforme démocratique, a été fauché en plein meeting, à Tijuana le 23 mars 1994. Et, le 28 septembre 1994, José Francisco Ruiz-Massieu, secrétaire général du PRI, tombait lui aussi sous les coups d'un tueur.



Les autorités ont, pendant quelques mois, tenté d'accréditer la thèse de tueurs fous ou bien celle de la pègre des stupéfiants. Jusqu'à la démission fracassante, le 23 novembre 1994, du juge chargé du dossier Ruiz-Massieu, qui a dénoncé les entraves officielles et mis en cause le PRI. Les groupes radicaux et révolutionnaires hier retenus par Moscou se sont engouffrés dans la brèche. Le 1er janvier 1994, après plusieurs mois de préparation, ils ont interpellé le pouvoir dans le Chiapas. Etat oublié, le Chiapas vit en marge du pays. La réforme agraire n'a pas été appliquée, le bien-être moderne a peu touché les campagnes indiennes. Les paysans se sont ralliés au mystérieux sous-commandant Marcos et à l'EZNL. Fort de ce succès local, Marcos a réuni une convention nationale pour négocier avec

GRANDE-BRETAGNE

Un modèle de socialisme moderne ?

C'est maintenant une évidence pour des millions de Britanniques : en 1996, le Labour Party gagnera les élections et renverra les Conservateurs dans une opposition où ils auront tout loisir de méditer sur les méfaits du thatchérisme.

Mais ce retour n'est pas dû uniquement aux effets dévastateurs du libéralisme. Petit à petit, d'abord avec Neil Kinnock, ensuite avec John Smith et, depuis la mort de ce dernier, avec Tony Blair, le Labour s'est débarrassé d'une image un peu surannée et surtout liée, dans un pays où le communisme ne s'est jamais implanté sous la forme d'un parti, à des concepts économiques désormais rejetés, tels que l'accumulation dans le domaine public des moyens de production.

Tony Blair, en réclamant la suppression de cette clause dans la charte du parti, en continuant l'œuvre de ses prédécesseurs pour libérer le Labour du poids exorbitant des syndicats, s'efforce de lui donner un contenu représentatif à la fois de la classe ouvrière fondatrice et des classes moyennes jusqu'ici attirées par le leurre d'une propspérité libérale censée profiter à tous.

Jeune, dynamique et lucide, il propose à ses compatriotes un modèle de société qui tient compte de l'évolution mais sans abdiquer devant les soi-disant contraintes du marché. Sans que le Labour soit déjà au stade du programme, Blair a annoncé de profonds bouleversements qui toucheront l'organisation du Royaume (création de parlements régionaux en Ecosse et au Pays de Galles), retour à une autonomie plus large des collectivités locales, accroissement des moyens de l'enseignement public, etc. ; et il a résumé sa philosophie par une formule condamnant la droite : "Ils ne pensent qu'au coût, jamais à la valeur".

Cette évolution interne a été accompagnée d'un renversement total de la position de nos camarades britanniques sur la construction de l'Europe.

Parti de l'hostilité la plus totale, correspondant à un nationalisme de clocher, ils se sont progressivement convaincus de l'intérêt d'une intégration susceptible de développer une cohésion entre les différents partis socialistes européens. En particulier, un de leurs premiers actes au pouvoir sera d'adhérer aux clauses sociales du traité de Maastricht, que John Major a refusé.

Les rapports franco-britannique n'ont jamais été faciles. Cordiaux certes, mais sans que l'on s'entende. Les partis socialistes n'ont pas beaucoup mieux réussi et les divergences sur l'Europe ont souvent pesé lourd. Le courant passe désormais, les socialistes britanniques sont proportionnellement les plus nombreux à Bruxelles, et l'un d'entre eux, Paula Green, est présidente de l'intergroupe au Parlement.

Il reste qu'en Europe le Labour incarne le plus grand espoir de voir se concrétiser une politique exemplaire d'un socialisme rénové. Son caractère expérimental et ses caractéristiques nationales obligent à l'examiner sans enthousiasme aveugle, mais sans préjugé. Il faut dès à présent combler le fossé culturel qui rend la Manche si profonde et convaincre les militants des deux partis qu'il y a une fantastique équipe à constituer.

Sans remettre en cause les liens entre la France et l'Allemagne, il n'est pas interdit de penser qu'un équilibre d'alliance vers l'Ouest ne pourrait qu'être bénéfique à l'Europe en général et à nos intérêts en particulier. Sachons en saisir l'opportunité.

Gérard Descotils

Archives Jean Jaurès

CEPS

Salinas la démocratisation du pays. L'opposition progressiste et démocratique a hésité. Cuahtemoc Cardenas, son leader, a rencontré Marcos. Le Mexique a terminé logiquement l'année 1994 sur une crise de confiance et un krach financier.

La fin du "Jurassic Park "?

Pourtant la démocratisation s'est frayée un chemin d'une crise à l'autre. La loi électorale a été modifiée en 1994 avec le concours du PAN et du PRD. Cela n'a pas suffi pour éviter la fraude. Mais le dialogue a repris. Un nouvel accord a été signé le 17 janvier dernier pour "construire un véritable Etat de droit". Plusieurs gouverneurs du PRI contestés devraient remettre leur démission. Le PAN a gagné, le 12 février, l'Etat de Jalisco. La justice, pour la première fois, a levé le voile des assassinats de l'année dernière. Le frère de l'ex-président Salinas est en prison. Faut-il s'en étonner ? Le Mexique ne bénéficie plus aujourd'hui de l'impunité internationale. La guerre froide et ses compromissions sont oubliées. Le Mexique est associé dans un marché commun à deux grandes démocraties : le Canada et les Etats-Unis. Le robinet à réformes ouvert par Salinas en 1988 a débordé le PRI et le président. La légitimité au Mexique ne peut plus être que démocratique. Reste à en convaincre les dinosaures du PRI et l'opposition armée.

J.-J. Kourliandsky

LE MALAISE RUSSE

Depuis trois mois, une guerre féroce et absurde sévit en Tchétchénie. Bombardée, pilonnée sans pitié ni discernement au nom du rétablissement de «l'ordre constitutionnel» Grozny, la capitale de cette petite république rebelle, hier encore une cité de 400.000 habitants, est aujourd'hui un champ de ruines. Après trois années d'immobilisme et d'incurie face à la dissidence tchétchène, le Kremlin semble engagé dans un cours politique de plus en plus insaisissable. Après avoir mis en sommeil la Douma, un parlement qu'il contrôle difficilement, le pouvoir est désormais concentré dans les mains de l'entourage d'un président à la lucidité vacillante. Alors que plus que jamais un large consensus est indispensable afin d'assurer les réformes, le pouvoir est isolé. L'opinion publique plus que jamais est hostile à l'aventure tchétchène. Elle n'a que faire des vociférations de Jirinovsky, dont le soutien à la politique du président ternit encore un peu plus son image. Elle s'inquiète des dérapages d'une économie rongée par l'inflation, la spéculation et l'évasion massive des capitaux. La montée d'une criminalité trop souvent liée à un monde politique qui fait encore trop rarement la distinction entre intérêt public et intérêt privé, frappe une population qui mesure aujourd'hui son impuissance. L'Occident doit-il continuer à soutenir «malgré tout» l'équipe qui entoure Boris Eltsine qui resterait le «dernier rempart» contre une dérive autoritaire et impériale ? Le «sac de Grozny» n'est-il pas en soi l'expression achevée d'une dérive autoritaire et impériale ?

Alexandre Kopernik

GÉRARD FUCHS : SECRÉTAIRE NATIONAL AUX RELATIONS INTERNATIONALES



Une certaine idée de la France

La politique dite «étrangère» jouera-t-elle un rôle dans une campagne présidentielle qui commence à trouver un rythme intéressant ? Beaucoup seront tentés de dire «non, comme d'habitude» ! Mais ce n'est pas mon avis.

D'abord parce qu'il y a l'actualité d'aujourd'hui c'est-à-dire l'Algérie. Face au drame qui de plus en plus ensanglante ce pays, il va bien falloir que la majorité en place nous dise quelle est sa politique : celle d'une coopération inconditionnelle, policière voire militaire, avec les autorités d'Alger, comme la défend et la pratique Charles Pasqua ? Ou celle d'un soutien à tous les dialogues possible entre Algériens comme s'aventure parfois à le dire Alain Juppé et comme nous le défendons avec force ? Il va bien falloir aussi que la majorité en place s'explique sur ses refus systématiques de visa à des personnes quotidiennement menacées de mort et qu'elle s'obstine à ne pas vouloir traiter en réfugiés au risque de rompre nos liens avec les plus francophiles de nos voisins !

Ensuite parce qu'il y a l'actualité de demain, c'est-à-dire l'ex-Yougoslavie. Avec la fin du mois de mars approche le moment où la Forpronu risque d'être obligée de se retirer de Croatie et de Bosnie, au risque de voir la guerre se rallumer avec la plus grande violence. Jusqu'où la France se laissera-t-elle entraîner dans les concessions à Milosevic et à Karadjic, qui n'ont en rien renoncé à leurs objectifs de grande Serbie et de purification ethnique ? Promettre une levée des sanctions contre Belgrade en échange de la reconnaissance de la Croatie et de la Bosnie : soit ! mais à condition que la levée n'intervienne, au delà des mots, qu'après des actes montrant que Milosevic a bien renoncé à ses rêves d'expansion militaire.

Enfin, viendra inévitablement le débat sur l'Europe. Les socialistes défendent l'Union européenne et son approfondissement sur la base d'une idée simple : pour maîtriser les effets pervers et inégalitaires du marché, il faut instaurer un niveau de décision politique là où celui-ci peut avoir prise sur l'économie. Que les revenus du capital soient à nouveau taxés au même niveau que ceux du travail, par exemple, est une décision qui pour être efficace doit aujourd'hui être prise à Bruxelles plutôt qu'à Paris ! Edouard Balladur et Jacques Chirac vont-ils enfin nous dire quel est leur projet pour l'Europe ?

Lionel Jospin, qui a été secrétaire international du PS, saura, sur tous ces points, mettre en difficulté ses adversaires. Nous l'y aiderons.

LA DROITE ITALIENNE DÉLIRE

Ce que ne supporte pas Berlusconi, c'est qu'on lui ait retiré le pouvoir ! Alors, il menace : que la lire s'écroule, peu lui chaut, il veut des élections au mois de juin. Il est prêt à mener son pays à la ruine plutôt que de renoncer à revenir aux affaires. Jusqu'ici, les droites prétendaient représenter les valeurs fondamentales d'une nation. Mais on a modernisé tout cela. Voilà qu'apparaît la droite truande, celle qui arnaque et joue sa fortune au poker dans l'arrière-salle des bistrots. Ou alors, c'est la droite "golden boy". Un tout récent exemple anglais nous a démontré où cela mène. Espérons que le modèle italien soit inexportable !

G. D.

LES SOCIALISTES EN MARCHE

2e congrès du PSE : Barcelone les 6, 7 et 8 mars

Le Parti des socialistes européens est né de l'Union des partis socialistes et sociaux-démocrates d'Europe, lors du Congrès fondateur de La Haye qui s'était tenu les 9, 10 et 11 novembre 1992. Après un Congrès extraordinaire statutaire, les 5 et 6 novembre 1993, pour l'adoption du Manifeste commun pour les élections européennes, le PSE tient à Barcelone son deuxième congrès ordinaire.

Seule force organisée en parti au niveau européen, le mouvement social-démocrate constitue un élément fondamental de la construction européenne à laquelle il tend à donner sa cohésion en proposant une articulation novatrice entre institutions politiques et développement économique. Riche de ses 21 partis membres de plein droit (plus une quinzaine de partis associés ou observateurs), le PSE participe à l'action européenne en faveur d'une Europe plus intégrée et plus solidaire.

Ces journées de congrès ont permis de faire le point sur les défis lancés aux forces progressistes et démocratiques en Europe :

■ L'emploi et un développement préservant l'environnement. Si la construction d'un grand marché est indispensable pour redonner un souffle aux économies européennes, il s'agit de mettre en œuvre des politiques concertées pour permettre aux populations d'accéder largement à ce marché.

■ Les relations avec le monde méditerranéen et la question de la gestion pacifique des conflits constituent un problème central de la politique européenne qui doit être traité dans un esprit résolu de solidarité, car c'est bien en termes d'interdépendance qu'il se pose : partage des valeurs, flux de populations, échanges économiques.

■ Pour affronter l'avenir, l'Union européenne doit se donner les moyens structurels adéquats : c'est la question posée pour la Conférence intergouvernementale de 1996, qui devra proposer un cadre institutionnel permettant d'articuler approfondissement et élargissement de l'Union.

Sur tous ces thèmes, et bien d'autres, le PSE élabore des analyses et des stratégies communes. Dans cette recherche, le PS français se montre mobilisé et, lors de ce congrès, représenté par ses 25 délégués (représentants fédéraux, membres de la direction nationale, experts du département international), il a également manifesté sa conviction européenne. Par la voix de son candidat Lionel Jospin (qui a pris la parole lors de la séance d'ouverture) et de son premier secrétaire, Henri Emmanuelli. Par Pervenche Berès, députée européenne présidant la table ronde «l'Europe et la Méditerranée» (à laquelle participaient notamment Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol, Ingvar Carlsson, Premier ministre sudédois, et Rudolf Scharping, secrétaire général du SPD et nouveau président du PSE). Par Gérard Fuchs, secrétaire national aux relations internationales du parti et vice-président du PSE, qui participait à une autre table ronde sur les enjeux de la Conférence intergouvernementale de 1996.

Par ses débats et le haut niveau de ses intervenants, acteurs de la vie politique européenne, le PSE est apparu au cœur de cette Europe à la croisée des chemins : John Hume, leader du Parti travailliste d'Irlande du Nord et artisan de la paix dans cette région, les représentants des pays nordiques engagés dans la conclusion des accords de paix au Proche-Orient, les partis de l'Europe du Sud, participant à la recherche des moyens de poursuivre le dialogue entre Algériens pour une transition pacifique à la démocratie, ainsi que le vote unanime d'une résolution sur les négociations en ex-Yougoslavie ont mis en évidence une fois encore les capacités et les dispositions particulières du mouvement socialiste et social- démocrate européen à gérer pacifiquement les conflits c'est-à-dire à appliquer la démocratie à l'ensemble des relations politiques.

Le PSE se consolide et grandit pour la construction d'une Europe élargie plus juste et plus solidaire, notamment par une intégration plus égalitaire des femmes, qui, à Barcelone, ont fêté le 8 mars avec les socialistes européens.

Renée Fregosi

CANDIDAT CITOYEN, CANDI

Lionel Jospin, merci de nous recevoir et de nous accorder cette exclusivité pour développer vos propositions. Mais avant de venir à celles-ci, dites-nous comment vous avez vécu cette entrée en campagne, sous quel signe vous l'avez placée ?

Cette entrée en campagne, je l'ai vécue sous le signe de la confiance massive des militants socialistes. Cette confiance a donné d'emblée une dynamique à ma campagne et m'a permis, en quelques jours, de regrouper sur mon nom un électorat de gauche qui se sentait orphelin et qui a, du coup, retrouvé l'espoir. L'unité des socialistes, évidente au Congrès de la Mutualité, a également été très positive.

Vous vous battez pour quoi ?

Je me bats pour gagner. Comme je l'ai dit, dès ma désignation, rien n'est acquis mais rien n'est inaccessible. Face aux déchirements chaque jour plus violents de la droite, un rassemblement est en train de s'opérer à gauche, chacun comprenant que le premier objectif est d'être placé au premier tour de manière à affronter, au second, celui des deux candidats de la droite qui aura devancé l'autre.

"Lionel JOSPIN, c'est clair", c'est votre slogan. Pourquoi ?

Plus exactement, le slogan de ma campagne est "Avec Lionel JOSPIN, c'est clair".

Cela veut dire, d'une part, que je me situe au milieu des citoyens qui veulent faire obstacle au conservatisme de Monsieur Balladur comme à celui de Monsieur Chirac, d'autre part, que mes propositions aux Français sont et seront dépourvues d'ambiguité. Sur la question de la démocratie, de l'emploi, de la jeunesse, de l'avenir du pays, il faut proposer des choix clairs. Nos compatriotes ne veulent plus de promesses jamais tenues ni de faux-semblants. Les grandes orientations que je propose sont claires et assorties de propositions chiffrées et réalisables.

Il faut donner un sens au concept d'Europe sociale en harmonisant vers le haut les législations sociales des divers pays.



Venons-en à vos propositions : la priorité des priorités, c'est l'emploi ?

Mon objectif numéro un est de placer l'homme au cœur de l'économie. Je refuse de considérer que l'homme n'est qu'une variable économique parmi d'autres. L'économie est faite pour l'homme et pas l'inverse. Nous l'avons un peu oublié par le passé. Alors bien sûr, mes propositions économiques et sociales ont pour premier but de réduire le chômage en rééquilibrant le partage salaires-profits, en réduisant le temps de travail, en lançant de grands programmes dans les banlieues, pour le logement social, le développement des services de proximité et l'amélioration de l'environnement, en mobilisant les entreprises, en allégeant les charges sociales sur les bas salaires et en donnant à chaque salarié un véritable droit à l'adaptation professionnelle.



Je propose de retrouver un meilleur équilibre entre les salaires et les profits : c'est non seulement une nécessité sociale, mais aussi un impératif économique. Nous avons les marges pour le faire.

Au fond, dans ce domaine du chômage, on sent les Françaises et les Français sceptiques. Ils ne croient plus aux discours. Comment les convaincre de la pertinence de votre projet anti-chômage ?

La crise, par sa durée et sa profondeur, a, il est vrai, conduit certains de nos concitoyens au scepticisme, et le discours de résignation du Gouvernement actuel n'a fait que renforcer ce sentiment.

Je crois en la volonté des Françaises et des Français de prendre leur destin en main, en leur désir d'une société plus juste et plus dynamique, et je constate qu'ils savent se mobiliser pour défendre dans les quartiers, les entreprises, les écoles, leurs droits et leur avenir. Je suis convaincu qu'il peuvent comprendre, en matière d'emploi, un discours qui n'est pas fait de promesses creuses ou irréalistes mais qui propose des solutions nouvelles et, surtout, une vision de l'économie au service de l'homme.

Je pense que je serai entendu lorsque je propose de lancer de grands programmes pour le logement social ou les emplois de proximité, parce qu'il s'agit de problèmes qui concernent la vie quotidienne de nos concitoyens.

La réduction du temps de travail est une piste essentielle dans ce projet pour l'emploi. Alors, question simple et claire : avec ou sans réduction des salaires ?

A l'orée du XXIe siècle, la gauche doit avoir un grand projet sur la gestion du temps, entre temps de travail et temps de loisirs. Je propose de relancer le mouvement séculaire de baisse de la durée du travail pour amener, en 1997, à 37 heures la durée hebdomadaire. Il reviendra à la concertation et à la négociation sociales d'en définir les modalités concrètes les plus justes et les plus efficaces pour favoriser l'emploi car il ne peut y avoir de mesures uniformes, qui ne tiendraient pas compte de la diversité des situations au sein des branches et des entreprises. Mais il faut, au delà de cette réduction, donner à chacun les moyens d'organiser son temps tout au long de sa vie : c'est le sens de ma proposition sur la mise en place de formes mutualistes de capital-temps, financées par les entreprises et les salariés volontaires, avec l'aide de l'Etat.

"L'exclusion est-elle un mal inéluctable, venu d'ailleurs et dont seraient victimes tous les pays industrialisés" ?

L'exclusion n'est, pas plus que le chômage, une fatalité. Je propose de la combattre, et pas seulement d'en parler, par l'éducation et l'adaptation professionnelle, par le renouvellement de la politique de la ville, par une politique économique au service de l'emploi et, ne l'oublions pas, par un renforcement de notre protection sociale qui est un ciment irremplaçable de notre société. Je refuse une sécurité sociale à deux vitesses, que d'aucuns prédisent ou souhaitent : la santé est le premier bien de l'homme ; je veux en faire un droit pour tous.

Y a-t-il un lien entre lutte contre l'exclusion et lutte contre les inégalités ?

Bien entendu. L'exclusion est le stade ultime de l'inégalité. Prenez l'éducation : un système scolaire qui fonctionnerait uniquement pour fabriquer des élites et donc, selon des principes inégalitaires, produirait de l'exclusion. J'irai plus loin : si l'école fonctionne sur la fiction d'un traitement indifférencié des situations sociales, elle reproduit les inégalités et elle fabrique de l'exclusion. La lutte contre l'exclusion passe donc d'abord par un combat permanent pour l'égalité sociale.



Vous avez été ministre de l'Education pendant quatre ans. Quelle nouvelle et grande ambition donner au système éducatif français ?

Je veux redonner la priorité à l'école. Si nous voulons sérieusement préparer l'avenir de la France, il faut rénover l'école républicaine. Cette priorité doit d'abord être budgétaire, ce qu'elle a cessé d'être depuis deux ans.

Mais nous devons aussi adapter l'école à l'évolution de la société, l'ouvrir aux réalités, en substituant un enseignement de référence et de repères à un enseignement parfois trop encyclopédique.

Je crois aussi qu'il est nuisible d'opposer enseignement professionnel et culture générale : je propose de rapprocher ces deux formes d'enseignement.

Enfin, l'école doit être le domaine par excellence de l'égalité sociale : je suis partisan d'appliquer plus fermement le principe de l'inégalité positive qui consiste à donner plus de moyens à l'école, là où les besoins sont plus grands.

En quelques mots, mais nous y reviendrons pendant la campagne, quelle réponse apporter à ces millions de jeunes en formation qui vivent l'angoisse du chômage ?

Le chômage des jeunes est un véritable gâchis : un gâchis pour la société qui décourage les plus dyna-

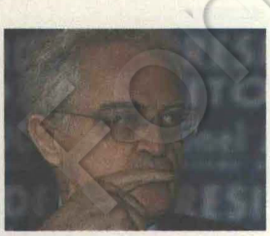
DAT DU MOUVEMENT



Si l'école fonctionne sur la fiction d'un traitement indifférencié des situations sociales, elle reproduit les inégalités et elle fabrique de l'exclusion. La lutte contre l'exclusion passe donc d'abord par un combat permanent pour l'égalité sociale.

miques d'entre nous, un gâchis humain pour des centaines de milliers de jeunes qui inaugurent par une inactivité forcée leur entrée dans la vie.
Je propose de nouvelles mesures incitatives à l'emploi et je demanderai aux partenaires sociaux de définir les dispositions permettant aux jeunes d'acquérir rapidement une première expérience professionnelle.
J'ai également évoqué 4 grands programmes concrets permettant de créer des emplois pour les jeunes. Toute la politique économique que je propose a pour objectif de replacer l'homme au cœur de l'économie. Les jeunes sont les premiers concernés par cette nouvelle vision de la société : le XXIe siècle se préparera avec eux.

Vous plaidez pour une "mobilisation", pour une "société en mouvement". Est-ce la caractéristique principale d'une nouvelle politique sociale ?



Nous raterons les défis majeurs de cette fin de siècle si nous ne nous mobilisons pas. Ces défis s'appellent renforcement de la solidarité, défense de la protection sociale, lutte pour l'emploi. Ils détermineront l'état dans lequel la France entrera dans le XXIe siècle. Une société figée est une société qui meurt des inégalités, des égoïsmes, des rancœurs accumulées. La gauche est le mouvement et ce mouvement est essentiel au renouvellement de notre société.

Autre débat de fond qui nous permettra de faire le lien avec l'économique : les salaires. Vous vous êtes exprimé pour une relance des salaires et la droite vous reproche de retomber dans les "erements" (c'est son mot !) de 81-83. Votre commentaire.

Je pars d'un constat simple : en dix ans, la part de la production nationale affectée aux salaires a baissé chez nous davantage que chez nos principaux partenaires économiques, et elle est, comparativement, plus faible. Les entreprises, elles, ont retrouvé une bonne santé financière. Mais l'économie souffre d'asthénie parce que la consommation est déprimée.
Je propose donc de retrouver un meilleur équilibre entre les salaires et les profits : c'est non seulement une nécessité sociale, mais aussi un impératif économique. Nous avons les marges pour le faire.

Changeons de registre : la République restaurée, la démocratie vivifiée, c'est une réforme profonde des institutions que vous proposez ?

Notre société souffre d'un déficit démocratique. Je crois nécessaire de changer profondément l'exercice du pouvoir et de démocratiser les institutions en instituant le quinquennat, en rendant au Gouvernement et au Parlement toutes leurs responsabilités, en accroissant l'indépendance de la Justice, et en permettant aux citoyens de saisir le Conseil constitutionnel. La nécessaire mobilisation des énergies pour faire entrer la France dans le XXIe siècle ne sera possible que si les citoyens se sentent davantage écoutés et si les pouvoirs sont rééquilibrés, au bénéfice, notamment, du Parlement.

Est-ce une rupture avec la pratique de François Mitterrand ?

Je ne parle pas de rupture. Comme je l'ai déjà dit, la prochaine élection présidentielle ne doit pas être considérée comme la fin d'une époque mais comme le début d'une nouvelle qui s'ouvre vers l'an 2000. C'est sous ce signe de l'avenir que je place mes propositions, en particulier quand j'insiste sur ma volonté de préparer avec les jeunes l'entrée dans le XXIe siècle.

A l'inverse de Jacques Chirac, vous n'avez pas oublié l'international ?

Je trouve en effet extraordinaire que Jacques Chirac ait fait l'impasse sur la politique étrangère et la défense lors de la présentation de son programme. Au contraire, j'y consacre un des cinq grands chapitres de mes propositions sur le thème "Vouloir l'Europe pour la France et pour le monde". Dans ce domaine, comme dans les autres, je veux être parfaitement clair, ce qui n'est le cas ni de M. Balladur, ni de M. Chirac. Je suis profondément européen mais je m'inquiète d'un certain recul de l'idée européenne dans l'opinion publique. Il est temps d'avancer vigoureusement vers l'Europe politique et de l'affirmer davantage au plan international. J'ajoute -on l'aura remarqué- que j'ai tenu, dès cette semaine, à rencontrer les dirigeants des Partis socialistes européens réunis à Barcelone.

Et l'Europe, peut-elle rester purement "Maastrichienne" ? Que deviennent l'Europe sociale et la démocratisation des processus de décision, si chers aux socialistes ?

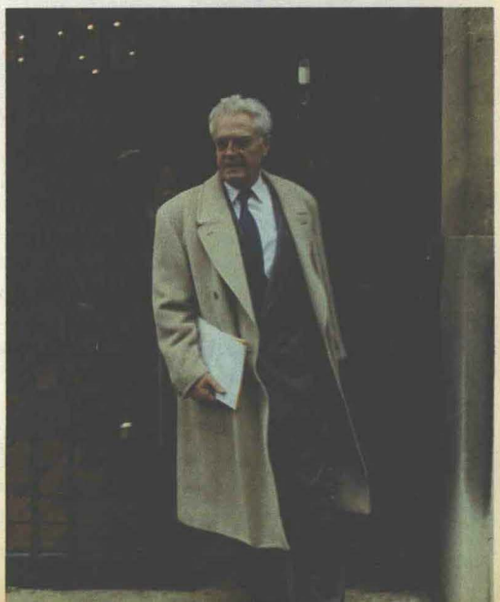
Le traité de Maastricht a été ratifié par référendum. Il n'y a pas à le remettre en question. Mais on ne peut pas non plus en rester là.
Il faut plus que jamais que l'Union européenne se consacre à la lutte commune pour l'emploi, pour la cohésion sociale et contre l'exclusion. Les objectifs de la politique économique en Europe ne sauraient donc se limiter aux critères de convergence de la monnaie unique. Il faut donner un sens au concept d'Europe sociale en harmonisant vers le haut les législations sociales des divers pays. De même, il importe de clarifier et de simplifier les mécanismes de décision en visant à la fois l'efficacité et un meilleur contrôle démocratique.

Pour finir, qu'attendez-vous des militants socialistes, nos lecteurs, vos premiers agents électoraux, et quel message leur livrer ?

J'attends des militants socialistes -mais je sais que c'est déjà fait- qu'ils se mobilisent dans une campagne qui doit être volontaire et enthousiaste. Dans cette campagne, nous devons être "tous ensemble". Ces deux mots sont à eux-seuls un message. Qu'ils sachent que je le fais mien.

Propos recueillis par J. G.

Nos compatriotes ne veulent plus de promesses jamais tenues ni de faux-semblants. Les grandes orientations que je propose sont claires et assorties de propositions chiffrées et réalisables.



TOP

Tous les jours — **Rien à cirer** — France Inter 11h
Une heure d'insolence mordante et marrante *pour Laurent Ruquier et ses acolytes.*

12 mars — **Les amants de Nazareth** — France 2, 23h35
Documentaire de D. Torres. Plus poignant qu'une fiction, un Roméo et Juliette en Palestine

17 mars — **Le comédien** — Arte, 23h20
de Sacha Guitry (1947). Excellent et peu connu. Hommage de Sacha à son papa.

Télé Média — LULU ou le télé-fric

Depuis le 6 mars, FR3 nous balance un nouveau Télé-jeu d'argent : "Presse-citron". Un de plus après "Les Z'amours" de FR2 à 12h20, que je vous conseille de rater. Jamais la TV n'a autant développé par ses jeux l'image de l'Argent-roi. Jusqu'à l'écœurement. Mais ça rapporte. Tout bon pour les PDM (Parts de Marché) publicitaires, les Télé-Jeux.

C'est la déferlante, le "Lu-Lu" ludo-lucre : 1472 heures en 1993, presque 1500 en 94. 1995 s'annonce bien, avec le petit dernier de FR3 chez Vincent Perrot, Canal+ qui nous concocte "Pizzarollo" et ce "Ludo-canal" qu'on nous promet sur câble.

De 11h20 à 13h, toutes chaînes confondues, comme on dit, c'est du non-stop. Sans compter les alentours de 18 h et les rediff-nocturnes.

Ils se ressemblent, les Téléfrics : hasard, roues, boules, lettres cachées, chiffres, grattage, savoir minimal, questions si ahurissantes de stupidité que même Nagui le remarque. Et la Cinquième qui s'y met avec les "Explorateurs de la connaissance".

Millionnaire, le Juste Prix, Question pour un champion, la Roue de la Fortune, Une famille en Or, Pyramide, QLMG (Que le meilleur gagne), ils ont en commun la sanctification ludique du pognon, la flatterie parfois arrogante d'un public que l'on prétend enchanter et qu'on infantilise. L'appât du gain cathodique est un avatar honteux de la charité, un mode de gestion moderne de la pauvreté.

Vous avez d'abord une zizique de supermarché. Arrive l'animateur très savant avec ses fiches. Applaudissements obligatoires. Ils font partie des ingrédients. Nécessaire, c'est interactif ! On annonce l'appât, les gains, l'oseille, et c'est le délire. Puis les candidats et les questions (voir plus haut). Mercantilisme d'une culture de bazar. Viennent enfin l'affrontement, le suspense, les points électroniques et, applaudissements svp, le gagnant bourré de picaillons ou de voyages, qui trépigne d'hystérie et de gratitude servile. Si c'est une équipe, on s'embrasse tels des footballeurs.

Toujours bon pour PDM. Que n'avons-nous une chaîne "Barings", avec en champion le golden boy Nick Leeson dans son jeu à 140 milliards, plus drôle que le "Jeu des 1000 Francs" !

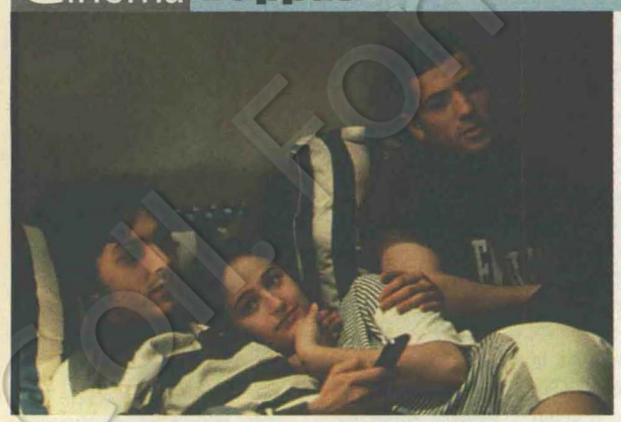
Même les présidentielles sont senties par le téléspectateur gavé de jeux comme un "Quiz-show" (vous avez vu le film de Redford ? C'est-y possible que ça arrive chez nous ?) où le Télé-jockey s'appelle Sinclair, de Virieu ou Cavada. On compte les points qui feront chuter le candidat Balla ou la "question pour un champion" qui fera gagner Jospin. A propos, vous avez vu qu'à Canal+ on sous-titre la marionnette de Lionel par "Gagnant du Loto" ! Prescience ?

Ah ! j'oubliais, le Télé-loto. Vers 20 h, on a les résultats, oui... Deux fois par semaine, le battement de cœur au fenestron. On annonce aussi, mieux que la "Française des Jeux", "L'Internationale des Jeux", loto européen, seule façon de faire chanter à la droite "L'Internationale"...

L'énervement que m'ont causé ces "Lulu" m'ont gâché le "Bernanos" du "Siècle des écrivains" (aussi dévôt que le "Max Jacob" du Rapp de la semaine passée), la "Marche du siècle" de Lionel Jospin et les "Guignols" de Canal. Je vous en parlerai la semaine prochaine. Des Guignols.

Jean Vermorel

Cinéma — L'appât



Après avoir pratiqué dernièrement le genre politique ("La Guerre sans nom") ou documentaire ("L.627"), Bertrand Tavernier renoue ici avec ce qu'il y a de plus agréable au cinéma : raconter une histoire avec talent. Il met en scène des jeunes gens qui ont l'air de n'importe qui et qui dérapent brusquement vers des comportements d'une agressivité inouïe. Un film bien rythmé qui nous tient en haleine, accrochés à notre fauteuil, jusqu'à la dernière image.

Une fille sert d'appât à ses deux copains qui assassinent de sang froid de vagues relations pour les voler. Dans l'intention dérisoire de monter un magasin de prêt-à-porter aux USA ! Bertrand Tavernier, qui s'est déjà inspiré de ce genre de faits divers criminels pour "L'Horloger de Saint-Paul" et "Le juge et l'Assassin", a tiré cette fois-ci le scénario de l'affaire Valérie Subra, un fait divers réel. Il a su rendre ses personnages familiers, proches de nous, afin de montrer comment des individus apparemment normaux peuvent basculer brusquement dans l'horreur, et perdre tout repère moral.

Les comédiens sont étonnants de jeunesse et de spontanéité. Tout particulièrement Marie Gillain. Et Richard Berry est bouleversant. "L'Appât" vient d'obtenir l'"Ours d'Or" au Festival de Berlin.

C. P.

♥ COUP ♠ de CŒUR et de CROC

♥ JULES VALLÈS

Le môme brimé, rebelle, réfractaire à tout ordre qu'il décrit dans sa trilogie de "Vingtras", c'est lui. "L'enfant", "Le bachelier", "l'insurgé", c'est lui. Roger Bellet, spécialiste de Jules Vallès à la Pléiade, a sorti pour l'anniversaire de sa mort, une remarquable biographie, axée sur la passion de ce ferrailleur de presse qui cracha ses révoltes d'insoumis. Sa littérature c'est le cri, comme son journal "Le Cri du Peuple". Tout socialiste doit connaître le fulgurant itinéraire de l'ancêtre écorché qui gueulait la rage des miséreux il y a 110 ans.
(Fayard, 160F)

♥ WHISTLER

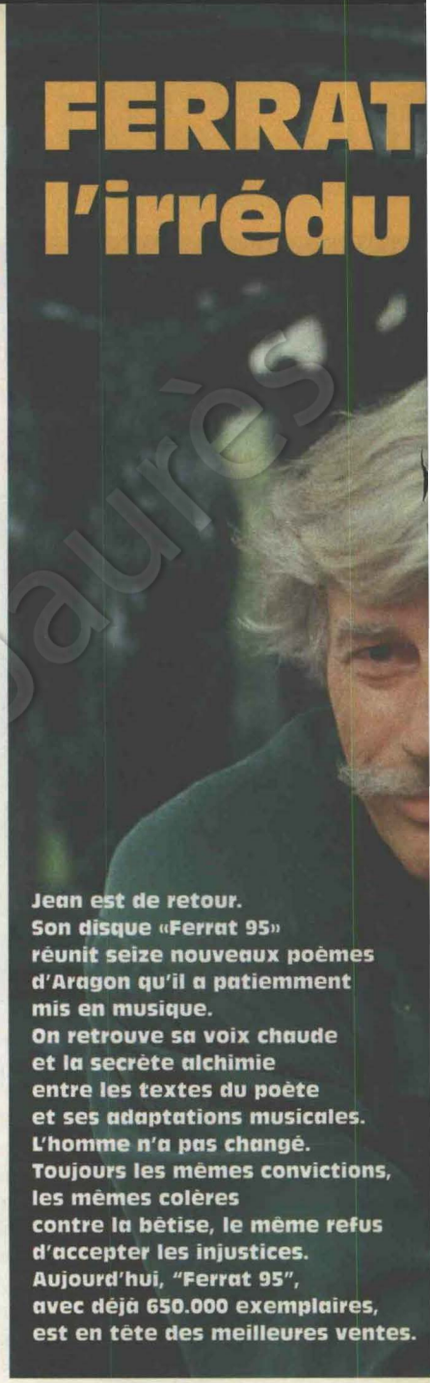
Longtemps éclipsé par les impressionnistes qu'il détestait, Whistler (1834-1903), dont le dandysme à monocle inspira Proust, valait mieux que ses portraits mondains, sous-Manet esthétisants qu'adorait Oscar Wilde et qu'il signait d'un papillon. On découvre un étonnant précurseur de l'Art abstrait, peintre de curieux effets de nuit comme le "Nocturne en noir et or" non figuratif qui déchaîna le critique Ruskin au point que Whistler l'attaqua en diffamation et y gagna 1/2 penny.
(Musée d'Orsay jusqu'au 30 avril)

Pendant que vous êtes dans le coin poussez jusqu'au musée Rodin voir la drôle d'entreprise (avortée) qui unirent Whistler et Rodin
(Rodin, Whistler et la muse. Musée Rodin, jusqu'au 30 avril)

♠ L'IMPRESSIONNISME SAUCE BÉTON

Les boucles de la Seine peintes par Monet, Sisley, Pissaro, Renoir, sont menacées par des opérations immobilières. Une association veut le classement de toute la colline. Soutenons-la !
(Association des Sablons, 24 rue Capitaine-Thuilleaux, 78380 Bougival).

FERRAT l'irrédu

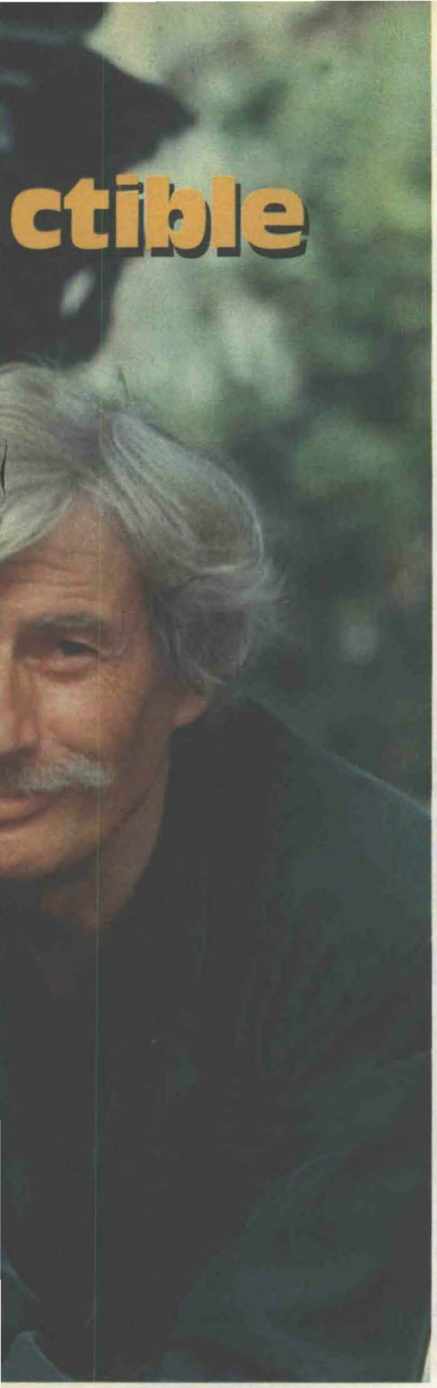


Jean est de retour. Son disque «Ferrat 95» réunit seize nouveaux poèmes d'Aragon qu'il a patiemment mis en musique. On retrouve sa voix chaude et la secrète alchimie entre les textes du poète et ses adaptations musicales. L'homme n'a pas changé. Toujours les mêmes convictions, les mêmes colères contre la bêtise, le même refus d'accepter les injustices. Aujourd'hui, "Ferrat 95", avec déjà 650.000 exemplaires, est en tête des meilleures ventes.

Vendredi : Pourquoi avez-vous choisi ces poèmes d'Aragon ?

Jean Ferrat : Sur des coups de cœur avec des textes, mais aussi parce que, écrits en vers réguliers et rimés, ils sont particulièrement adaptés à la chanson. Aragon a, par ailleurs, écrit aussi beaucoup de vers libres ou de poèmes surréalistes qui ne convenaient pas au genre. La chanson est une chose ramassée, concise, précise, qui s'adresse aux gens directement. Il faut que ce soit évident. Et l'évidence est renforcée par la rime, on l'attend et elle permet au poète, avec l'éclair du génie, de trouver des images et un approfondissement de la pensée sans équivalent. Ce disque de seize nouvelles chansons est une œuvre de longue haleine. Il m'a demandé environ quinze ans. Mais je n'étais pas pressé. Je ne voulais pas le faire pour «faire un disque». Je possède l'œuvre poétique complète d'Aragon et je la refeuillette au moins une fois par an. A chaque fois, je marque certains feuillets en pensant que, peut-être, un jour je pourrai faire une chanson là-des-

Fonds Laurès



ctible

sus. Quelquefois je reprends ces feuillets sans y trouver d'inspiration. Et puis quelquefois je m'arrête devant l'un d'eux et me vient une musique.

Vous utilisez toutes les musiques, la valse, le jazz, les rythmes typiques. Comment choisissez-vous ?

J. F. : C'est selon le sujet. Quand je mets en musique les souvenirs d'Aragon en Espagne, j'écris une musique d'inspiration espagnole. Pour le texte consacré à Pablo Neruda, j'ai écrit une musique d'inspiration sud-américaine et les duettistes argentins qui ont chanté le refrain m'ont dit que j'avais, sans le savoir, retrouvé la «cuenca», un genre très connu là-bas !

Le texte sur Chagall s'adresse, à travers lui, à tous les peintres, à tous les créateurs. C'est un constat sur la création artistique en général. Et la naissance de cette chanson en est une illustration. J'avais envie de mettre en musique ce texte, mais je le trouvais abstrait et difficile. J'ai eu l'idée d'inverser les couplets et j'ai ajouté une phrase d'un autre poème d'Aragon : «Mon peintre amer odeur d'amande». Et un jour, en relisant une fois de plus ce poème, la guitare à la main, la musique est venue -une fausse musique de cirque- presque contre ma volonté. J'ai chanté ce texte d'un coup, sans chercher, et la musique s'est imposée. Sans que ma volonté y participe, au contraire. Cet exemple me fait penser qu'il y a une part de miracle dans la création !

Ces chansons ne sont pas optimistes : «Rien n'est précaire comme vivre», «Dis qu'as-tu fait des jours enfuis de ta jeunesse et de toi-même ?». «Ma vie aura passé comme un grand château triste que tous les vents traversent.»...

J. F. : Comment voulez-vous être optimiste quand on fait le constat de ce qu'est devenu au XXe siècle l'idéal communiste ? C'est bien la tragédie de ce siècle où des générations d'hommes se sont battus pour cet idéal et l'ont vu matérialisé par le stalinisme et l'hécatombe qui en est résultée. C'est-à-dire le contraire même de toute l'espérance que portait, pour une grande part, le communisme. «Epilogue», sans doute le texte le plus fort de l'album, exprime cette tragédie. «Je suis le faucheur ivre de faucher qu'on voit dévaster sa vie et son champ... qui bat et rebat sa faux comme plâtre». Le faucheur Aragon détruit l'image de l'espérance trahie et bat sa coulpe pour s'excuser des turpitudes du communisme.

Quand on vous écoute, on se rend compte que vous restez un homme de gauche, un homme engagé.

J. F. : C'est en moi d'une manière viscérale et personne ne pourra me l'ôter. Jamais je ne baisserai la garde. Mais une chose m'insupporte : c'est le ressassement des sondages à longueur de journée. Les supputations sur ce que celui-ci deviendrait si celui-là se modifiait. Si machin était là ou n'était plus là au deuxième tour. Des pantalonnades, de la comédie. Tout le monde s'en fout. En plus, tout dépend de la façon dont les questions sont posées. Cette multiplication des sondages, c'est une falsification et un grand danger, une manipulation de l'opinion publique intolérable. Moi, je les interdirais. Pour distinguer la droite et la gauche, il faut voir les programmes. J'ai voté deux fois pour Mitterrand, mais quand je vois ce qui s'est passé depuis 1981, j'ai été déçu. Il faut des engagements clairs, car beaucoup de

Le texte sur Chagall est un constat sur la création artistique. La naissance de cette chanson en est une illustration. Je l'ai chanté d'un coup, sans chercher, et la musique s'est imposée !

Je reste un homme de gauche. C'est en moi d'une manière viscérale et personne ne pourra me l'ôter. Jamais je ne baisserai la garde

choses sont à changer. Par rapport à l'emploi, à l'Europe, à l'identité culturelle française menacée, à la lutte pour la paix, à la contribution de notre pays au désarmement nucléaire. Je ne me dirai pas : «Je prends celui-ci parce qu'il est moins pire que l'autre». Il faudra que je sois heureux de voter pour quelqu'un qui corresponde à mes idées.

Y a-t-il des combats qui peuvent vous motiver ?

J. F. : Ce sont les combats de tous les jours pour ne pas se résoudre à cette jungle impitoyable. La société devient de plus en plus injuste. Les inégalités s'accroissent. Il faut gagner envers et contre tout, c'est-à-dire s'enrichir en écrasant les autres. On veut faire croire aux jeunes qu'il n'y a pas d'autre possibilité. C'est comme si autrefois on avait dit aux gens «Vous êtes esclaves, vous le resterez». Cela n'aurait pas été supportable. Aujourd'hui l'idée que seul le capitalisme répond aux besoins et aux espoirs de l'humanité n'est pas supportable. Et la preuve qu'il n'en est rien, c'est qu'il engendre un monde de violence et d'exclusion.

Propos recueillis par Claude Polak

DROIT DE RÉPONSE

Nous avons reçu de M. Henry de Lesquen, président du "Club de l'Horloge", une lettre AR du 10 février 1995 répondant à une interview de Pierre-André Taguieff "les héritiers de la Nouvelle droite", parue le 8 avril 1994 -presque un an avant- dans le numéro 224 de "Vendredi" rubrique "Vendredi-Idées". Notre nouvelle formule ne comportant plus cette rubrique, nous offrons ces colonnes à cette "mise au point" .

"MISE AU POINT DU CLUB DE L'HORLOGE

"Le Club de l'Horloge ayant été mis en cause dans un article de "Vendredi" du 8 avril 1994, je dois faire la mise au point suivante :

"Le Club de l'Horloge n'a jamais appartenu à la «nouvelle droite". Si nous n'acceptons pas cette étiquette, ce n'est point que nous sous-estimions l'importance des travaux d'une école de pensée qui a fait beaucoup pour miner les fausses certitudes de l'idéologie dominante. C'est que nos positions sont fort différentes de celles de la nouvelle droite sur bien des sujets, notamment la nation la religion et le libéralisme.

"Ayant participé à la création du Club de l'Horloge, en 1974, je puis affirmer que notre association a toujours été parfaitement indépendante et qu'elle ne saurait être considérée comme la «filiale» de qui que ce soit. J'ajoute que ceux d'entre nous qui militent dans un parti politique le font à titre personnel et n'engagent pas notre association en tant que telle.

Henry de Lesquen,
président du Club de l'Horloge"

En guise de réponse, P.A. Taguieff prie les lecteurs de "Vendredi" de se reporter à son livre "Sur la Nouvelle droite". Ed. Descartes et Cie, 1994, pp. 53 à 56 et 182-183.

le **mot** des **lecteurs**

Pistes pour un coup de barre à gauche

Pour moi ancien militant socialiste, le coup de barre à gauche est nécessaire mais est-il possible ? Il faut :

-Dénoncer le gaspillage impressionnant de capitaux en grands travaux autoroutiers. Rocard et le PS ont proposé un emprunt européen de 200 à 300 milliards. Capitaux qui devraient être investis pour la solidarité dans les banlieues, les campagnes.

- Maintenir les ruraux sur leur terre et leur éviter de rejoindre les banlieues pour sombrer dans le désespoir, la délinquance.

- Investir ces capitaux aussi dans les transports en commun et lutter contre le gaspillage d'énergie.

Sous la gauche, Bouygues aura fait son pont pour l'Ile de Ré. Sur l'Ile d'Oléron, 50 promoteurs immobiliers défigurent l'île au profit des classes privilégiées pendant que des millions de Français rament pour avoir de quoi manger. 30 des plus beaux sites de la Côte bretonne livrés aux promoteurs publics et privés pour être privatisés, c'est inadmissible.

On invoque le manque de capitaux pour soutenir les entreprises et créer des emplois... Les milliards qui pourraient être investis en recherches et développement existent mais sont captés par les grosses entreprises de travaux publics, non soumises à la concurrence sur le sol français : Bouygues, Générale des Eaux, Lyonnaise des Eaux !

Jean-Louis Michel
30380 St-Christol-les-Ales

Non au commerce "libre"

Socialiste depuis cinquante ans, je sais bien que le parti est en difficulté financière. Je vais donc lui donner mon aide et je vous propose deux solutions pour lutter contre le chômage (...) Le droit au travail est inscrit dans la Constitution française. Alors ?

Quand un industriel fiche à la porte ses ouvriers, il a fini de les payer. Il participe bien peu au paiement des chômeurs. C'est nous qui payons. Je propose : soit une usine de 100 ouvriers ; le patron en met 10 à la porte, soit 10 %. Alors on augmente les impôts du patron de 10 % tant qu'il n'a pas réintégré ses 10 ouvriers. Dans le sens inverse, s'il embauche 10 ouvriers, on diminue ses impôts de 10 % tant qu'il n'en a pas renvoyé.

Deux façons pour les capitalistes de fabriquer moins cher : on fait travailler de jeunes garçons qu'on paie à peine, mais on n'emploie pas leurs pères qu'il faudrait payer plus cher et qui deviennent chômeurs non secourus. On fait travailler de force des prisonniers politiques qu'on ne paie pas du tout. Accepter le commerce "libre", c'est accepter de faire mourir de jeunes garçons, c'est accepter qu'il y ait des prisonniers politiques. Je crois avoir trouvé le moyen de l'empêcher : il suffit de faire payer une taxe de 10 F sur ce qui arrive en France ou en Europe, pour 25 F, alors que les Européens le fabriquent pour 35 F. Cet argent n'est pas pour l'Etat. Il sera renvoyé aux ouvriers qui travaillent pour rien, afin de leur instaurer une Sécurité sociale, une aide aux chômeurs, tout ce qu'ils voudront faire eux-mêmes. Le commerce "libre" ne doit pas exister.

G. Kergenmeyer
60430 Noailles





Notre but est de vous proposer les meilleurs articles, les meilleures conditions et les meilleurs prix

LE PORTE-BAGAGES "EUROPACK"

Ce tout nouveau porte-bagages Europack permet de transporter, grâce à ses ventouses très puissantes, vos skis, valises, planche de surf, colis ou tout autre objet...
Le porte-bagages Europack peut être utilisé sur toute voiture, tout comme sur les bateaux, les camping-cars et les caravanes.
Il remplace le porte-bagages traditionnel, il est pratique et peut être utilisé selon les exigences les plus diverses. Toujours à portée de la main, on peut le monter sans outils, il est facile à fixer sans vis ni perceuse. Il est facile à enlever et n'endommage pas la surface d'appui.
Réalisé avec des matériaux de haute qualité, Europack est équipé d'un dispositif anti-décrochage et de sangles de fixations pour les objets à transporter. Son faible encombrement permet de le ranger facilement. **Prix 399 F TTC**

Le coffret «Art déco»

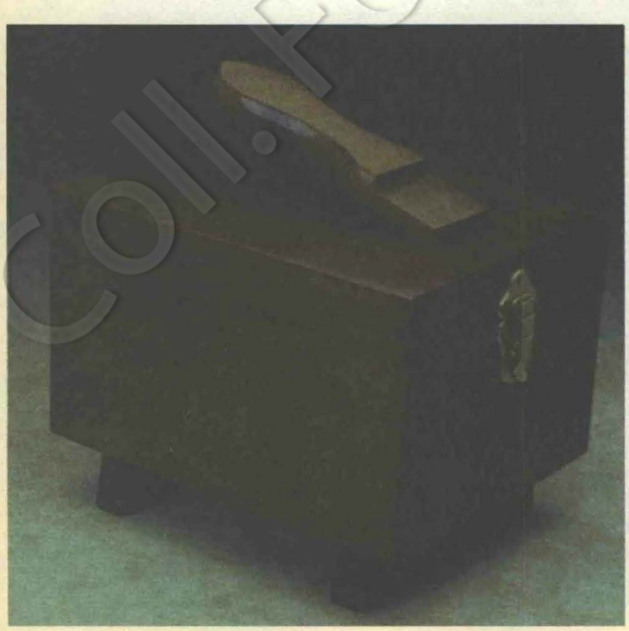




Pour vous, vos amis ou vos proches, offrez ce superbe coffret «Art déco» contenant une eau de toilette 125 ml, un lait pour le corps 250 ml et un bain moussant 250 ml, en flacons de verre illustrés d'imageries Art Déco.
Choisissez parmi les deux senteurs :
Océane pour femme (coffret bleu)
Vétyver pour homme (coffret noir)
Le coffret «Art Déco» : **249 F TTC**

"Le coffret bois cireur"

Comme un cireur professionnel. Un véritable coffret, en bois massif verni avec support pour le pied. Un arrêtoir permet de caler parfaitement la chaussure. Le coffret bois cireur est livré vide pour un rangement élégant et fonctionnel de vos produits de nettoyage pour vos chaussures.
«Le coffret bois cireur» : **499 F TTC**



LE METROGUIDE ÉLECTRONIQUE, MULTI-FONCTIONS

Indispensable à tous ceux qui veulent se déplacer facilement dans Paris et sa banlieue. 3 atouts en poche pour un produit unique ! Le «METROGUIDE» permet grâce à un microprocesseur de 16 kilo octets, de trouver l'itinéraire idéal parmi les 348 stations du réseau Métro/RER de Paris et sa banlieue.
Il recherche en quelques minutes la direction à suivre. Il affiche le parcours le plus court avec 2 changements maximum.
Il indique le temps nécessaire pour joindre la destination voulue. Les informations «Guide» sont également affichées en Anglais.
Conversion monétaire : Le «METROGUIDE» comporte une touche «Change» qui permet la conversion automatique en monnaie étrangère d'après le cours préalablement enregistré. Très pratique pour vos voyages hors de nos frontières ou pour vos hôtes étrangers qui viennent visiter notre pays. Calculatrice :
Le «METROGUIDE» offre une fonction calculatrice utile en toutes circonstances. Le «METROGUIDE» est une fabrication française. Le «METROGUIDE» : **249 F TTC**



Coll. Fondation Jean Jaurès

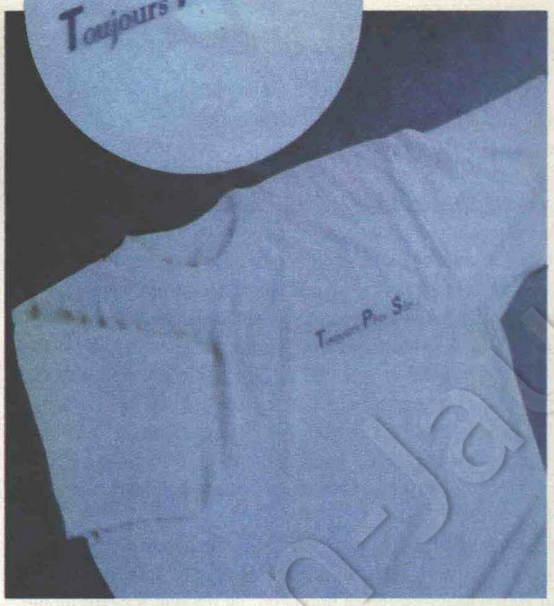
E VENDREDI

L'entretien des chaussures "le nécessaire Lorrican"



Cette trousse de voyage contient tout le nécessaire pour cirer et entretenir les chaussures. Indispensable à la maison ou en déplacement, cet ensemble est composé de : 2 brosses à reluire, 2 palots pour le cirage, 1 tube d'incolore, 1 chausse-pied, 1 chiffonnette et d'une trousse noire transportable de belle qualité. "Le nécessaire Lorrican" est agréable et valorisant à utiliser. Et en plus tellement pratique.
«Le nécessaire Lorrican» : **235 F TTC**

Le Tee-shirt



Le Tee-shirt « Toujours Plus Sûr» Si vos convictions vous collent à la peau, vous serez parfaitement à l'aise dans ce tee-shirt à porter en toutes circonstances : Attention série limitée ! Le tee shirt « TPS» 89 F TTC Les 2 tee shirts «TPS» 175 F TTC Offre exceptionnelle : Pour l'achat de 2 Tee-shirts le 3e offert



Le Voyager

Ne partez pas sans lui. Ce radio réveil de voyage AM/FM stéréo bénéficie des tout derniers acquis de la haute technologie : facilité d'utilisation, un design extra-plat, un son extra-pur, quartz LCD avec affichage géant, superbe finition gris anthracite. Il vous suivra dans tous vos déplacements ou plus simplement chez vous et à votre bureau. Fonctionne sur piles (non fournies).
Dimensions : 15 x 6,5 x 3cm. Garantie totale 1 an.
395 F TTC

3 BONNES RAISONS DE NOUS FAIRE CONFIANCE

LIVRAISON RAPIDE :
votre commande est traitée le jour même de sa réception, vous la recevrez 8 jours après, dans la plupart des cas. Dans la limite des stocks disponibles.

SATISFAIT OU REMBOURSÉ :
Si pour quelque raison que ce soit l'article ne répondait pas à votre attente, nous vous prions de bien vouloir nous le retourner dans son emballage d'origine dans les 15 jours qui suivent sa réception. Vous serez remboursé en totalité, nous en prenons l'engagement formel.

QUALITÉ GARANTIE :
C'est le premier critère que Vendredi prend en compte lors de sa sélection. Tous nos articles sont garantis au minimum 6 mois et bénéficient de la garantie de notre Service Après Vente.

Bon de commande prioritaire

à retourner sous enveloppe affranchie avec votre règlement à :
La Boutique de Vendredi 10 rue de Solferino 75333 Paris cedex 07

Désignation des articles	Qtés		Prix unitaire			Prix total			
Exemple : TEE-SHIRT "TPS"	0	2	1	7	5 F	1	7	5 F	
Participation aux frais d'emballage et d'expédition						28F50			
Total F TTC									

Mode de règlement choisi
(merci d'écrire en lettre "bâtons")

☐ Par chèque bancaire ou postal ci-joint (à l'ordre de Vendredi)

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE COMPLÈTE (indispensable pour livraison)

code postal **ville**

Important : une facture acquittée sera jointe à votre colis LBDVO1

Conformément à la loi informatique et liberté du 06/01/1978, vous disposez d'un droit d'accès et rectification pour toute information vous concernant sur votre fichier.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Communiqué du Bureau national du 8 mars 1995

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME

"Journée de la femme", le 8 mars est une journée de bilan, d'initiatives de toutes sortes et d'affirmation des revendications pour plus d'égalité entre les femmes et les hommes ; journée de sensibilisation aussi pour aider à l'évolution des comportements, elle est marquée aujourd'hui par un certain nombre d'inquiétudes mais également d'espoirs.

Inquiétude face à une incontestable volonté de remettre en cause les acquis, parfois encore insuffisants, de la lutte des femmes depuis 20 ans. La multiplication des commandos anti-IVG et l'affirmation, sous des formes différentes, par l'ensemble des candidats de droite à la présidence de la République de mesures visant tout simplement à "renvoyer les femmes au foyer" en sont les expressions les plus évidentes.

Dans une société où seulement 5 % des parlementaires sont des femmes, où celles-ci perçoivent une rémunération en moyenne inférieure, à qualification et grade égaux, de 15 % à celles des hommes, dans une société où elles représentent 60 % des emplois aidés et sont frappées plus fortement par le chômage (50,7 % des chômeurs pour 44 % des actifs), ce n'est pas d'un retour en arrière, mais au contraire d'un nouvel élan, de nouveaux droits pour les femmes dont nous avons besoin pour bâtir une société de citoyenneté, de justice et d'égalité.

Pour les socialistes, ces questions sont au cœur du débat politique qui doit s'engager dans le pays, notamment à l'occasion de l'élection présidentielle. Les propositions qu'ils ont formulées, celles que Lionel Jospin vient de présenter, permettent d'ouvrir de nouvelles perspectives. C'est en réalisant une véritable égalité professionnelle, en garantissant la dignité aux femmes, en assurant l'exercice du droit à la contraception et à l'IVG, en avançant dans la réalisation d'une parité citoyenne et politique que nous répondrons à l'attente et aux besoins de notre pays. Ce 8 mars 1995 doit aussi être l'occasion pour toutes les Françaises et pour tous les Français d'exprimer leur solidarité avec les femmes algériennes victimes de l'obscurantisme et de l'oppression.

RASSEMBLEMENT

LE 18 MARS

GRAND RASSEMBLEMENT des socialistes à la Mutualité

Le matin à 9 h 30

CONSEIL NATIONAL

avec la mise en place du "Quart sociétal"

Après-midi à 14 h 30

RÉUNION DES SECRÉTAIRES DE SECTIONS

pour la mobilisation du parti autour de notre candidat à l'élection présidentielle.

MOBILISATION

Conférence nationale "entreprises"

EN PRISE DIRECTE

Le calendrier avait bien fait les choses : c'est quelques jours avant la présentation par Lionel Jospin de ses propositions pour l'élection présidentielle que la 10e conférence nationale "entreprises" du parti socialiste se réunissait à Paris sur le thème: "Pour la citoyenneté, contre le chômage et l'exclusion". Le samedi 4 mars, 350 militants venus des entreprises se sont retrouvés au Cirque d'Hiver pour débattre autour de deux tables rondes : "Citoyenneté, service public et rôle de l'Etat" et "Entreprise et précarités" . Le dimanche 5, ils ont accueilli Henri Emmanuelli et Lionel Jospin, qui clôturaient les travaux.

La synthèse des débats, présentée par Jean-Louis Cottigny, secrétaire national aux entreprises, a mis en relief un certain nombre de revendications fortes : la réduction du temps de travail, l'accès de tous au temps choisi, le freinage des heures supplémentaires structurelles, le statut de l'élu social, la négociation d'un nouveau contrat pour l'emploi entre le patronat et les syndicats, le rétablissement et l'aménagement de l'autorisation administrative de licenciement, la revalorisation des inspections du travail, la mobilisation des collectivités locales pour l'emploi avec un contrat de services de proximité, la charte sociale européenne. A partir du constat que "la dignité humaine est reléguée au second plan, très loin derrière les objectifs économiques" et que la valeur du travail est dépréciée, il a appelé à "redonner la priorité au politique" par rapport à l'économie de marché. Et la priorité à une vraie redistribution : "Partager les richesses, c'est partager les gains de productivité et non les salaires".

A l'écoute des salariés

Henri Emmanuelli, après avoir pris acte qu'une "distance trop grande s'est créée entre les socialistes et le monde du travail", a réaffirmé la volonté d'être à l'écoute de ce dernier et de redonner toute leur place aux questions sociales. Le premier secrétaire a dessiné les lignes d'une politique de solidarité et de redistribution répondant aux aspirations des salariés : "ce ne sont pas les salaires qu'il faut taxer, le travail qu'il faut ponctionner".

Quant au parti, il a annoncé, pour "ouvrir les portes au monde du travail", la mise en place du "quart sociétal" du conseil national d'ici le mois de mars.

Comme Henri Emmanuelli, Lionel Jospin a tenu à rendre hommage à l'action des militants socialistes dans les entreprises : "Je sais que cela n'a pas été facile"...

Les mesures concrètes qu'il a évoquées concernant le monde du travail ont montré clairement que ce dernier serait au cœur de ses propositions : "Je mettrai fin à la politique de privatisations", a-t-il notamment déclaré, en se prononçant contre "le bradage d'Usinor-Sacilor" (position que la fédération socialiste de Moselle venait d'adopter).

De l'exclusion à la dignité retrouvée

Notre grande ambition est de casser la spirale infernale précarité-chômage-exclusion : il faut instaurer la démocratie sociale, redonner corps à la notion même de service public et d'intérêt général -en les substituant à celles de compétitivité et d'intérêt financier-, promouvoir la citoyenneté par l'accès aux droits, aux soins, aux logements, à l'emploi, à la formation. Face au programme de régression sociale de la droite, seul Lionel Jospin représente une alternative crédible pour les exclus et le monde du travail.

Jean-Louis Cottigny, Secrétaire national aux Entreprises

Développement de la citoyenneté dans l'entreprise en étendant, d'une part, le rôle de comités de groupe et en revalorisant, d'autre part, les fonctions de délégués de site pour les PME ; appui aux accords de branche ; soutien à une Charte européenne des services publics (afin que "le développement de l'Union européenne ne soit pas le développement de la privatisation") ; rééquilibrage de la part qui va aux salaires par rapport à celle qui va au capital : une relance de la politique sociale se dessine dans ces quelques orientations.

une approche originale

C'est une approche originale de la politique sociale que Lionel Jospin a présentée aux militants des entreprises, en s'interrogeant devant eux sur la méthode : la gauche a peut-être eu trop tendance à "octroyer" des mesures. Pour conforter la place des syndicats, il faut repenser les rapports entre le pouvoir, la législation et la confrontation sociale.

Réflexion nouvelle également dans le domaine économique. Lionel Jospin s'est attaqué à l'esprit de fatalité selon lequel la mondialisation de l'économie rend les marges de manœuvre nulles: "On nous dit qu'on n'y peut rien, que le monde est incompréhensible..." Mais la crise de la banque Barings a montré que derrière les mécanismes financiers il y avait des décideurs bien concrets. "Il est de notre responsabilité de poser les problèmes de la réorganisation de l'économie mondiale, d'un système monétaire aux règles applicables par tous", avec notammment l'objectif, très concret, d'une taxation (1 pour mille) des capitaux spéculatifs.

Le courant passait entre les militants des entreprises, le parti et le candidat.

S.B.

AGENDA

Déplacements de Lionel Jospin
Les 10 et 11 mars : Ile de la Réunion
MEETINGS
le 21 mars : à Rennes
le 29 mars : à Nancy
le 06 avril : à Montpellier
le 13 avril : à Bordeaux
le 18 avril : à Lyon
le 20 avril : à Lille

Déplacements d'Henri Emmanuelli
Le 22 mars : Paris XVe
Le 23 mars : Beauvais
Le 24 mars : dans l'Eure
Le 25 mars : Dax
Le 27 mars : Belfort
Le 28 mars : Charleville

•Réunion du Comité national de soutien : le 20 mars.
•Etats généraux de l'Education : le 26 mars de 9h30 à 17h à la Mutualité.
•Rassemblement national des élus socialistes et républicains : le 9 avril.1

CARNET DE CAMPAGNE

Transformer en quelques jours un hall d'exposition de lingerie féminine en siège de la campagne de Lionel Jospin, tel était le premier défi. Tous les corps de métier s'y sont mis et dès le mardi 21 février, le candidat socialiste, intronisé le 5 à la Mutualité, pouvait présenter à la presse, à la fois les locaux aménagés et l'équipe de campagne qu'il a réunie autour de lui sous la houlette de Daniel Vaillant.

Depuis, le 100 rue du Cherche-Midi ressemble à une ruche où les uns et les autres vont et viennent dans un désordre apparent mais où chacun sait ce qu'il a à faire. Ordinateurs, fax, photocopieuses fonctionnent en permanence sans parler des téléphones qui sonnent sans arrêt avec, au bout du fil, des militants, des sympathisants ou simplement des citoyens non engagés qui veulent s'informer. Chaque jour également un abondant courrier arrive au siège -j'en reparlerai- qui traduit les espoirs des uns, les interrogations des autres, le reflet des préoccupations, parfois des angoisses de ceux qui se sentent exclus. A tous il est répondu.

Les sondages ont montré que, dès son entré en lice, Lionel Jospin a regroupé sur son nom un électorat de gauche qui se sentait orphelin, voire désemparé. A partir de là, un rassemblement plus large a commencé à s'opérer, traduit notamment par le soutien de Jean-Pierre Chevènement et de ses amis ou le préjugé favorable de Bernard Tapie. Mais Jospin a voulu prendre le temps nécessaire pour peaufiner les propositions pour la France qu'il a présentées ce mardi 7 mars à la presse. Temps nécessaire mais non excessif comme voulaient le suggérer certains commentateurs, puisque c'est un mois exactement après avoir été officiellement investi que le candidat socialiste a fait connaître son projet.
Entretemps, il n'est pas resté inactif. Participant souvent aux diverses réunions qui se tiennent rue du Cherche-Midi, il s'est rendu plusieurs fois à la rencontre des citoyens, que ce soit en zone rurale dans l'Yonne, dans la banlieue parisienne à Neuilly-sur-Marne, devant les jeunes à la faculté de Créteil ou encore devant les militants du secteur entreprises. Il a pu ainsi chaque fois rencontrer des Françaises et des Français, les écouter, dialoguer avec eux, ce qui lui a permis d'enrichir ses propositions. Dans le même temps, il a participé à plusieurs émissions de télévision et de radio affirmant sa personnalité et se faisant mieux connaître de nos compatriotes. Enfin, il a tenu à rencontrer ce lundi à Barcelone les dirigeants des partis socialistes européens.

Mais c'est bien entendu le 7 mars qui aura marqué le premier point fort de la campagne avec la conférence de presse suivie pendant deux heures par plusieurs centaines de journalistes français et étrangers. On sait maintenant ce que Lionel Jospin propose pour la nouvelle époque qui s'ouvre et qui va nous conduire vers l'an 2000 : une vision d'avenir qui s'oppose clairement au conservatisme de Balladur et à l'incohérence de Chirac.

Claude Estier

8 MARS : FEMMES MOBILISÉES EN PUY-DE-DÔME

Le 1er janvier on fête le Nouvel An. Le 8 mars on fête les femmes...
Cette journée du 8 mars, a trouvé dans le paysage français une vraie place au fil des années, surtout depuis qu'en 1981 le Président de la République en a voulu l'officialisation. Même les forces politiques qui ne sont pas de gauche s'évertuent à la célébrer...
Journée de lutte pour l'emploi, pour le respect de la loi, en particulier pour ce qui concerne l'IVG, journée de solidarité avec les militantes d'associations et partis qui veulent voir aussi pris en compte le respect des droits des femmes comme élément de démocratie. C'est dans cet esprit et avec ces trois objectifs que les femmes de la fédération du Puy-de-Dôme ont préparé le 8 mars. Sur fond de fête, cinéma et musique, se débattent des questions de fonds, dans le prolongement d'une initiative du sénateur-maire de Clermont, Roger Quilliot, qui a réuni en mai, à l'Hôtel de Ville, les citoyennes de Clermont à l'occasion du 50e anniversaire du droit de vote des femmes.

L'EMPLOI. Le 8 mars est l'occasion d'approfondir la question à un moment où le chômage féminin en Auvergne est en augmentation et où les femmes se voient rangées dans les emplois précaires ou à temps partiel avec une rapidité qui en dit long sur l'état de réflexion concernant le travail féminin. Mais comment faire comprendre aux décideurs-hommes, tant politiques qu'économiques, que c'est en négligeant l'analyse rationnelle du travail féminin qu'ils laissent se creuser le déficit démographique, tout en regardant, navrés, le vieillissement de l'Auvergne ? Comment un médecin peut-il stopper une hémorragie s'il ne sait en repérer ni analyser la cause ?

L'IVG. En Auvergne aussi les commandos anti IVG ont frappé, venant empêcher les femmes de se voir appliquer la loi française dans les locaux de l'hôpital du Puy en Velay. Le long procès de novembre, avec arguments relevant du fanatisme et de la nostalgie du temps où la femme n'avait pas d'âme, a débouché sur des peines qui montrent bien que la loi est encore bien jeune et fragile.
Un moment donc, ce 8 mars pour se retrouver dans le collectif "Droit de choisir, contraception, avortement" qui a su regrouper des femmes des mouvements associatifs, des syndicalistes, des politiques décidées à œuvrer ensemble pour que soit simplement appliquée la loi et respectée à chaque instant la liberté et la dignité des femmes. Encore un effort et nous ferons prendre conscience à tous de cette question comme de l'analyse des violences, plus répandues dans l'intimité des maisons que sur les stades, en sachant que celles-ci ne sont pas plus acceptables ici que là !

LES FEMMES ET LA DEMOCRATIE
L'actualité a mis fortement en avant les femmes depuis quelques années mais elles restent encore trop peu nombreuses dans la vie publique. Lors de la rencontre de mai, il fut constaté que dans l'équipe municipale, le nombre de femmes approchait 30%, chiffre que les socialistes -hommes et femmes- veulent améliorer en juin prochain, ce qui est posé comme principe dans les négociations avec nos partenaires pour la constitution de la liste.

Michèle André, secrétaire nationale aux Femmes et à la Mixité

LA SITUATION DES FEMMES EN FRANCE *

Emploi précaire : 60 % des stages et emplois aidées (type CES...) sont occupés par des femmes.
Emploi à temps partiel : 85 % de ces emplois sont occupés par des femmes.
Un taux de chômage plus élevé : Depuis 1974, l'écart entre les taux de chômage féminin et masculin est de l'ordre de 5 % de plus pour les femmes .
De plus longue durée : 50 jours de plus en moyenne que celui des hommes.
Inégalité devant l'éducation et la formation : Les filles s'orientent vers des filières traditionnellement féminisées et accèdent moins à la formation professionnelle que les garçons.
Inégalité dans le partage des tâches domestiques : Les femmes qui travaillent consacrent en moyenne 5h24 par jour aux tâches ménagères contre 2h40 pour les hommes.
Inégalité devant le pouvoir : Les femmes représentent 53% du corps électoral, 6,1% des députés et 4,8% des sénateurs.

* extraits d'un rapport publié par la Documentation française - rapports officiels.

21 mars : Journée mondiale contre le racisme

Le Parti socialiste vous appelle à participer largement à une rencontre sur l'intégration des minorités en France :

LES NOUVELLES COULEURS DE LA FRANCE

Mardi 21 mars
de 18 h 30 à 22 h 00
LSC - 69 ter rue de la Chapelle
Paris 18e - M° Porte de la Chapelle
Animée par
George PAU LANGEVIN,
secrétaire nationale chargée des Droits de l'Homme,
et avec la participation de
Kofi Yamgnane, Roger Bambuck, Fode Sylla, Harlem Desir, Olympe Bhely-Quenum, Moïse Balenda, Ahmed Ghayet, Georges Louisor.

POUR CONSTRUIRE UNE SOCIETE PLUS JUSTE

LE PARTI SOCIALISTE

appelle au rassemblement autour de

LIONEL JOSPIN

Aujourd'hui, tous les socialistes, rassemblés autour du candidat qu'ils ont démocratiquement désigné, Lionel JOSPIN, veulent faire de l'élection présidentielle un vrai et grand débat public entre les forces conservatrices et les forces de progrès. Avec lui, nous nous battons pour le succès des valeurs qui sont les nôtres : la liberté, la justice et l'égalité.

Ce rassemblement doit s'élargir à toutes les femmes et tous les hommes de gauche et de progrès pour, face au système des privilèges, construire la République sociale.

Pour que la société se mette en mouvement, pour que la politique réponde aux aspirations des Françaises et des Français, pour répondre à l'attente des chômeurs, des exclus, des plus défavorisés, pour répondre aux questions angoissées des jeunes, pour permettre à des millions de salariés de vivre plus dignement :

Rejoignez le Parti socialiste soutenez Lionel Jospin

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

☐ Je désire prendre contact avec la fédération socialiste de mon département.

☐ Je souhaite faire partie du comité de soutien à la candidature de Lionel JOSPIN

☐ Je souhaite aider le Parti socialiste, je verse la somme de ..... francs.
Chèque à l'ordre de l'AFPS.

A renvoyer à : PARTI SOCIALISTE, 10 rue de Solferino, 75333 PARIS CEDEX 07

Selon les dispositions de la loi du 19 janvier 1995, ces sommes sont déductibles des impôts. Une attestation fiscale vous sera adressée.

collection socialiste